



EDMOND
DE ROTHSCHILD



RAPPORT ANNUEL 2013
BANQUE PRIVÉE
EDMOND DE ROTHSCHILD EUROPE



EDMOND
DE ROTHSCHILD

Rapport Annuel

2013

Banque Privée Edmond de Rothschild Europe

Société Anonyme

20, boulevard Emmanuel Servais - L-2535 Luxembourg

Adresse Postale B.P. 474 - L-2014 Luxembourg

Tél. : (+352) 24 88 1 - Fax : (+352) 24 88 82 22

Swift PRIBLULL - R.C. LUX B 19194 - TVA LU 121687 24

www.edmond-de-rothschild.eu

Sommaire

04 Banque Privée Edmond de Rothschild Europe

- 06 Message du Président
du Conseil d'Administration
- 10 Message du CEO du
groupe Edmond de Rothschild
- 14 Organes

16 Rapport de gestion

- 18 L'environnement économique
et boursier en 2013
- 23 Notre développement
- 24 Commentaires sur nos comptes annuels
- 26 Objectifs et stratégies en matière
de gestion des risques
- 26 Evénements survenus
après la clôture de l'exercice
- 26 Perspectives
- 27 Approbation des comptes annuels
et proposition de répartition du
solde disponible
- 27 Direction et personnel

28 Eléments financiers 2013

- 30 Rapport du Réviseur d'entreprises
- 32 Bilan au 31 décembre 2013
- 34 Hors bilan au 31 décembre 2013
- 35 Compte de profits et pertes
pour l'exercice se terminant
le 31 décembre 2013

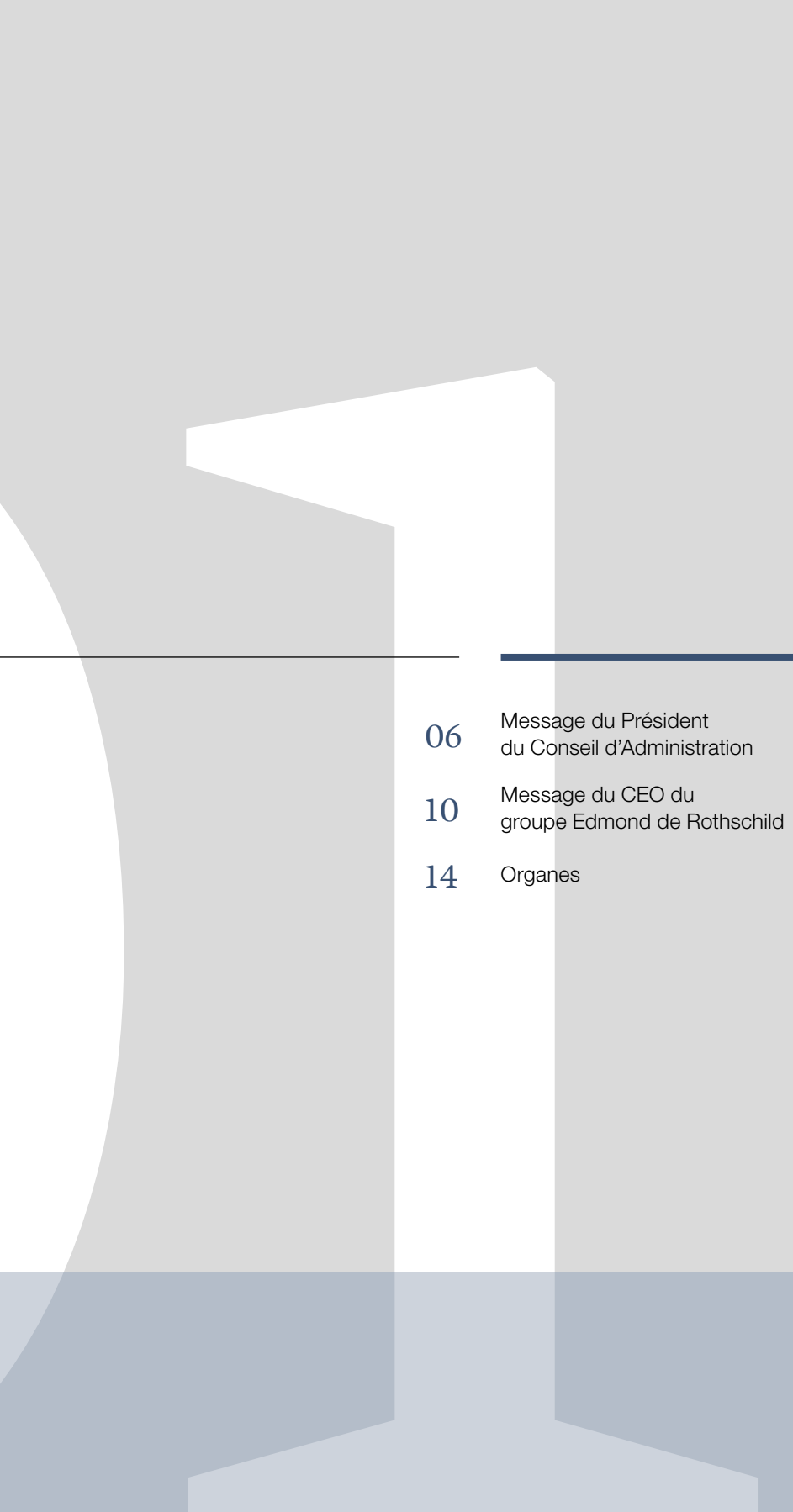
36 Annexe aux comptes annuels

- 38 Annexe aux comptes annuels
au 31 décembre 2013

62 Adresses



Banque Privée Edmond
de Rothschild Europe



06 Message du Président
du Conseil d'Administration

10 Message du CEO du
groupe Edmond de Rothschild

14 Organes

Message du Président

du Conseil d'Administration

Les effets de la crise de 2008 semblent enfin s'estomper. Le retour de la croissance américaine, le rebond, bien qu'encore timide, en Europe, la sortie du Japon de la déflation et de la stagnation, commencent à convaincre les pays les plus développés qu'ils peuvent redevenir des territoires d'avenir. Reste que les taux de chômage demeurent encore trop élevés globalement.

Les difficultés actuelles des pays émergents, qui souffrent de l'insuffisante coordination des politiques monétaires au niveau mondial, sont toutefois là pour nous rappeler que rien n'est jamais acquis. Car, si de grands pays émergents doivent aujourd'hui faire face à une importante fuite de capitaux sous l'effet de la sortie progressive de la politique monétaire accommodante de la Fed, qui redonne de l'intérêt aux placements américains, c'est aussi parce qu'un certain nombre de grandes réformes structurelles n'y ont pas été conduites.

Si la crise nous a appris quelque chose, c'est que les périodes favorables, celles où la croissance est vigoureuse, doivent être mises à profit pour préparer l'avenir. Il ne s'agit surtout pas de se laisser griser par l'argent facile et la satisfaction de promesses démagogiques. Ce qui est vrai dans la sphère publique l'est naturellement dans la sphère privée. L'action d'un dirigeant ne doit pas être totalement concentrée sur le présent, mais aussi destinée à la transmission aux générations futures.

Certains pays l'ont parfaitement compris. Pour la première fois, nous nous sommes rendus en ce début d'année en Norvège, pays qui dispose du fonds souverain le plus richement doté du monde avec près de 900 milliards de dollars. C'est un exemple. D'autres pays préparent l'avenir en investissant beaucoup dans l'innovation. Songeons, en effet, à la portée des changements en cours. Dès 2020, 50 milliards d'appareils seront connectés dans le monde ! Soit six appareils par personne, qu'il s'agisse de téléphones, de tablettes, d'ordinateurs, voire de véhicules ou d'appareils ménagers. Ceci n'est pas simplement un bouleversement dans la consommation des ménages, c'est un pas vers l'avènement d'une « économie de partage » des connaissances et de l'information.

On peut déjà commencer à apprécier les multiples conséquences de cette révolution numérique. Tout d'abord sur nos habitudes de vie et de consommation. De nouveaux secteurs d'activité apparaissent, les métiers changent, l'éducation est plus que jamais fondamentale. Ensuite, l'exercice du pouvoir et du leadership est appelé à évoluer également. Le modèle top-down ne suffit pas aujourd'hui, il est parfois même a-moderne, même si la capacité de prendre une décision reste absolument cruciale et décisive dans la compétition.

Beaucoup serait encore à dire sur les grandes transformations à l'œuvre dans le monde. Mais l'une de celles qui apportent le plus d'espoir, c'est la véritable explosion de

la classe moyenne mondiale. Entre 2010 et 2020, celle-ci comptera plus d'un milliard de personnes supplémentaires, soit de loin la plus forte augmentation dans l'histoire de l'humanité. Au total, au cours des trente prochaines années, ce n'est pas moins de trois milliards d'êtres humains, sur tous les continents, qui rejoindront la classe moyenne.

La croissance mondiale a donc encore un bel avenir. A condition toutefois d'être plus équilibrée, grâce à l'amélioration de la coopération économique, financière et monétaire, et d'être plus inclusive, car l'accroissement des inégalités est un facteur de risque majeur.

Ce nouveau monde n'est plus unipolaire, bipolaire ou multipolaire. Il est pour la première fois en passe d'être « cogéré » par tous les continents, sans domination des uns sur les autres, mais avec une concurrence accrue et parfois brutale. Dans ce nouveau monde, les défis seront d'une ampleur jamais vue. Parmi les facteurs de croissance, les infrastructures ont toujours eu une importance particulière. Désormais, les besoins connaissent des niveaux sans précédent. On estime en effet à 57.000 milliards de dollars les besoins de financement d'infrastructures dans le monde entre 2013 et 2030, soit 36 % de plus que durant les dix-huit dernières années.

Conscient de ce défi, notre Groupe a lancé l'initiative BRIDGE laquelle comprend par exemple la création d'un Fonds Infrastructures en Europe qui devrait à terme rassembler 1 milliard d'euros. Nous envisageons d'autres fonds infrastructures dans d'autres géographies, très probablement dès cette année. Avec des taux d'intérêt qui restent bas, des liquidités abondantes dans le monde, une prudence accrue des banques traditionnelles dans la distribution du crédit, le rebond de l'économie et les besoins nouveaux que nous venons d'évoquer, l'heure est revenue de construire, reconstruire et réparer ports, aéroports, routes, ponts, voies ferrées, systèmes de transports, mais aussi les infrastructures sociales et énergétiques.

C'est également en pensant à ces grands défis de notre temps que notre Groupe a décidé de s'investir dans des projets en Afrique ou dans le domaine environnemental ; qu'il a noué un partenariat au Brésil, renforcé sa plate-forme d'opérations à Hong Kong avec en ligne de mire une présence en Chine continentale ; et qu'il a lancé des réflexions stratégiques sur l'Asie du Sud-Est, le Moyen-Orient et sur la coopération avec les fonds souverains.

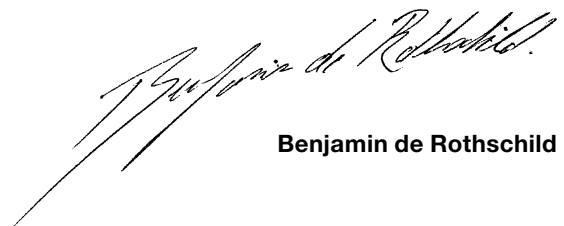
Notre Groupe se transforme parce que le monde change. Aussi, et peut-être surtout, parce qu'il ne serait pas tout à fait lui-même s'il n'était pas en permanence en alerte, en initiative, en anticipation.

L'industrie de la gestion d'actifs devrait se voir confier cent mille milliards de dollars d'actifs en 2020, contre soixante-cinq mille milliards aujourd'hui. Il s'agit d'une opportunité considérable pour nous et nos clients, mais c'est aussi, nous venons de le dire, une grande responsabilité car les gestionnaires d'actifs devront demain être capables de créer un impact social et environnemental positif, pour répondre aux attentes et pour assurer la soutenabilité de la croissance.

Dans notre activité de banque privée, nous voulons plus que jamais proposer à nos clients des solutions. C'est la raison pour laquelle nous serons présents dans les nouveaux territoires de ce monde en mouvement, afin d'offrir plus d'opportunités à ceux qui nous offrent leur confiance. C'est pour cela aussi que nous serons plus créatifs et innovants, que nous attirerons et formerons de nouveaux talents. C'est en ayant des capacités reconnues en corporate finance, en private equity, en gestion de projets que nous ferons la différence. L'histoire de notre famille, la réputation de notre Groupe et

la confiance de nos clients nous obligent. Cette année, les entités du Groupe se rassemblent sous le nom Edmond de Rothschild, son fondateur, rendant ainsi hommage à son esprit visionnaire et fédérant plus encore ses forces pour affronter l'avenir.

Chacun l'aura compris, l'année 2014 est placée pour le groupe Edmond de Rothschild sous le signe de l'esprit de conquête.



Benjamin de Rothschild

Message du CEO

du groupe Edmond de Rothschild

La confiance, qui a fait le plus défaut en 2012, a été la clé de l'embellie de 2013.

Grâce à l'action concertée des politiques occidentales, et surtout des banques centrales, la confiance s'est restaurée et, dans le même temps, l'aversion pour le risque s'est retournée.

Sous l'impulsion du moteur américain, l'amélioration des fondamentaux économiques a provoqué le retour en grâce des pays développés. A l'inverse, les pays émergents sont désormais source d'inquiétude et, alors que la liquidité internationale commence à se réduire, c'est vers l'Europe et les Etats-Unis que se dirigent les flux internationaux. Bien que le monde occidental reste très endetté, les taux et l'économie sont soutenus par les banques centrales, notamment la Banque Centrale Européenne qui, par sa détermination, aura gagné ses lettres de noblesse au plus fort de la crise.

Ainsi, l'année 2013 aura peut-être été la première année de sortie d'une crise qui a ébranlé les fondements du système. Le chemin à parcourir reste encore long mais, si la croissance demeure balbutiante en Europe et en France, les places boursières ont affiché d'excellentes performances.

Idéalement positionné depuis fin 2012 sur les actifs européens, le groupe Edmond de Rothschild a été récompensé pour ses fortes convictions, en banque privée comme en gestion d'actifs. A ses côtés depuis toujours, partageant ses valeurs et son engagement, ses clients lui ont fait confiance et ont eu raison.

L'année écoulée est toutefois venue confirmer notre diagnostic : malgré des signes de reprise et un rebond des marchés actions, la crise en Europe n'est pas encore terminée et les préoccupations concernant les pays émergents persistent. Les gagnants du monde de demain seront donc, plus que jamais, les acteurs économiques ayant su s'adapter à une donne entièrement nouvelle.

Une ambition claire pour le Groupe

Convaincus qu'il fallait nous réformer pour poursuivre notre développement, nous avons poursuivi l'adaptation de notre modèle et de notre organisation. La feuille de route impulsée par Ariane et Benjamin de Rothschild pour le Groupe demeure absolument claire : nous avons pour ambition de devenir l'acteur indépendant de référence du *Wealth Management*. Nous partageons la vision d'un Groupe unifié, résolument international, pesant 157 milliards CHF d'actifs.

Notre Groupe, organisé autour de ses deux métiers principaux que sont l'asset management et la banque privée, a pour vocation de servir les clientèles privées et institutionnelles les plus exigeantes à partir de cinq grands hubs : Paris, Genève, Luxembourg avec dorénavant Londres et Hong Kong que nous allons progressivement renforcer.

Cette ambition s'appuie sur les forces du modèle Edmond de Rothschild : une approche unique de la gestion d'actifs et de patrimoine, une marque puissante, synonyme d'excellence, d'accompagnement dans la durée et de valeurs transmises de génération en génération.

Signe de la force de notre projet, de nombreux talents nous ont rejoints. Ces personnalités venues d'horizons différents offrent la caractéristique commune d'apporter une vision internationale de nos métiers et une forte culture de l'innovation.

Solides performances du pôle de gestion d'actifs

En 2013, la baisse de l'aversion au risque a été porteuse pour les marchés actions et obligations convertibles. Sachant profiter de conditions de marché propices, nos gestions ont affiché des performances remarquables : ainsi, nos fonds ont généré des performances très supérieures aux indices grâce à une gestion de convictions et un stock-picking de qualité.

La forte collecte brute témoigne de la confiance des clients, en France comme à l'étranger. Ces résultats attestent que notre évolution ne se fait pas aux dépens de nos performances, premier objectif de notre maison : au contraire, elle a vocation à les pérenniser et n'aurait pas été possible sans le talent et l'engagement permanent des équipes.

Développement international soutenu

Notre développement passe également par une croissance internationale volontariste et maîtrisée. Nous avons ainsi renforcé notre présence à Hong Kong par une série de recrutements. Place financière de premier plan et voie d'accès à tous les marchés asiatiques, Hong Kong est désormais une plateforme majeure pour notre Groupe. Nous avons également réaffirmé notre présence à Londres. Une activité de Private

Merchant Bank y a été créée afin d'apporter à notre clientèle d'entrepreneurs internationaux des solutions adaptées à leurs problématiques professionnelles et patrimoniales. Une nouvelle équipe a été mise en place à cette fin et de nouveaux bureaux inaugurés 4 Carlton Gardens.

Ces évolutions sont indispensables ; elles portent d'ores et déjà leurs fruits. Nous veillons cependant à ce qu'elles ne diluent pas nos spécificités, qu'elles s'inscrivent dans la continuité et le respect de notre ADN, notamment en banque privée.

Succès du modèle de banque privée dédié aux entrepreneurs

Alors que la plupart des établissements bancaires considèrent la banque privée comme une extension améliorée de leur banque de détail, nous restons plus que jamais attentifs aux enjeux propres aux familles et aux entrepreneurs – tout simplement parce que notre banque est elle-même une entreprise familiale dont le succès ne s'est jamais démenti.

Le modèle de proximité en banque privée a exprimé toute sa pertinence par l'action de deux dynamiques qui se renforcent mutuellement : son implantation internationale et en régions ainsi que le développement de l'activité de conseil aux entreprises. Les dirigeants d'entreprises familiales bénéficient ainsi de solutions étendues et complètes, au-delà des frontières. La force de cette organisation et les relations de confiance nouées sur la durée avec les clients sont une source de fierté qui s'est traduite, cette année encore, par une collecte significative.

L'innovation au cœur de notre offre

Notre Groupe est également reconnu pour sa capacité à innover. Le Fonds Stratégique de Participations dont les premiers investissements ont été réalisés par nos équipes en 2013 atteste de cette capacité : face à une situation réglementaire complexe, nous avons apporté une réponse à l'économie française et aux enjeux bilantiels de plusieurs grands acteurs de l'assurance. Nous poursuivrons sur cette lancée avec le lancement de notre fonds d'infrastructures : nous entendons ainsi remédier aux besoins de financements de long terme, considérables, dans les infrastructures en Europe. Notre activité de fonds de projets notamment en Afrique et nos fonds de Private Equity répondent à cette même volonté d'innover afin de mettre la finance au service de l'économie réelle.

Perspectives 2014

L'année 2014 permettra à notre Groupe de tirer le meilleur parti des réorganisations déjà réalisées et de poursuivre le déploiement de sa stratégie.

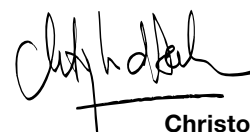
A ce titre, nous continuerons de faire évoluer notre métier d'asset management. Il importe qu'un Groupe tel que le nôtre s'affirme auprès des grands clients institutionnels internationaux. Leur niveau d'exigence est élevé et leur stratégie d'allocation d'actifs particulièrement sophistiquée. Prendre rang auprès d'eux est une ambition légitime pour notre Groupe. Pour cela, nous repensons progressivement notre gamme de fonds flagships, afin de favoriser l'émergence de fonds milliardaires

au-delà des quatre dont nous disposons déjà. Hisser notre ingénierie juridique et réglementaire aux meilleurs standards mondiaux est également à cet égard un impératif.

En banque privée, nous souhaitons poursuivre notre positionnement en tant qu'acteur de référence pour les entrepreneurs. Notre dispositif est aujourd'hui particulièrement adapté aux chefs d'entreprise : nous voulons continuer à leur dédier tout le temps nécessaire pour comprendre dans le détail leurs problématiques, par nature complexes, puisque mêlant les dimensions familiale, patrimoniale et professionnelle.

Nous sommes à même de prendre en compte tous les enjeux de développement, de sécurisation patrimoniale, de transmission ou de fusions-acquisitions. Nous aspirons à devenir l'interlocuteur naturel de ces entrepreneurs en Europe et à l'international pour leur apporter des solutions sur mesure.

Si nous abordons 2014 avec optimisme, c'est parce que, portés par la vision et le soutien déterminé d'Ariane et Benjamin de Rothschild, nous disposons d'un cap stratégique clair et d'équipes mobilisées. C'est aussi parce que nous avons veillé, au gré de ces évolutions, à rester au plus près de nos clients et à maintenir avec eux la continuité et la profondeur de notre relation.



Christophe de Backer

Organes

Banque Privée Edmond de Rothschild Europe

Conseil d'Administration

Président
Baron Benjamin de Rothschild

Vice-présidente
Baronne Benjamin de Rothschild

Administrateurs
Marc Ambroisien¹
Christophe de Backer¹
Didier Bottge¹
Laurent Dassault
Manuel Leuthold¹
Jean-Christophe Pernollet¹
Yves Repiquet
E. Trevor Salathé¹
Laurent Tignard
Daniel Yves Trèves
Christian Varin

Audit Interne

Stéphanie Van Tieghem

Réviseur d'Entreprise

PricewaterhouseCoopers S.à.r.l.

¹ membres du Comité d'Audit

² directeurs agréés auprès de l'autorité de contrôle

Comité Exécutif ²

Président
Marc Ambrosien

Vice-présidents
Marc Grabowski
Ombeline de Clermont-Tonnerre
Anne Levy-Prévost
Geoffroy Linard
Franck Sarrazin
Jean-Marc Thomas
Pierre-Marie Valenne

Membres du Comité Exécutif
élargi (non membres
du Comité Exécutif)
Philippe Anstett
Pascal Delle
Raymond Glodé
Luc Grégoire
Dimitri Guillaume
Elise Lethuillier
Jean-Charles Schiltz
Maxime Weissen

Secrétaire Général

Luc Grégoire

Implantations à l'Étranger

Succursales

Belgique / Bruxelles

Directeur Général
Marc Moles le Bailly

Espagne / Madrid

Directeur Général
Antonio Salgado Baharona

Portugal / Lisbonne

Directeur Général
José-Luis de Vasconcelos e Sousa

Bureau de Représentation

Israël / Tel Aviv

Représentant permanent
Ariel Seidman

A large, stylized graphic of the letter 'O' is positioned on the right side of the page. It consists of two concentric, rounded shapes. The outer shape is white with a thick border, and the inner shape is a solid light gray. The 'O' is partially cut off by the right edge of the page.

Rapport de gestion

18	L'environnement économique et boursier en 2013
23	Notre développement
24	Commentaires sur nos comptes annuels
26	Objectifs et stratégies en matière de gestion des risques
26	Événements survenus après la clôture de l'exercice
26	Perspectives
27	Approbation des comptes annuels et proposition de répartition du solde disponible
27	Direction et personnel

Rapport de gestion du Conseil d'Administration

à l'Assemblée Générale des actionnaires

L'environnement économique et boursier en 2013

L'environnement économique et boursier mondial s'est caractérisé en 2013 par le rythme de croissance le plus faible enregistré depuis 2009 avec un taux de 2,9 % selon le Fonds Monétaire International (FMI). Parmi les grandes économies, le Japon s'est distingué en devançant les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la zone Euro, cette dernière enregistrant un taux de croissance légèrement négatif malgré des signes de reprise en fin d'année. Quant aux pays émergents, leur croissance économique souffre du manque de vigueur des pays avancés et du durcissement des conditions de financement, et est restée inférieure à leur moyenne historique.

Après une hausse de 2,8 % en 2012, le PIB des Etats-Unis n'a augmenté que de 1,8 %, sous l'impact de mesures d'ajustement budgétaire décidées autour du « fiscal cliff ». L'orientation expansionniste de la politique monétaire de la Réserve fédérale (FED) a néanmoins permis de compenser les effets négatifs de ces mesures sur la croissance. Les conditions de crédit aux particuliers ont continué de s'assouplir et ont contribué au redressement du secteur immobilier. La confiance des ménages s'est améliorée sous l'effet de la baisse du chômage

et grâce aux effets de patrimoine positifs liés à la hausse des actions et des actifs immobiliers.

De façon générale, l'activité économique dans la zone Euro a été freinée par la grande faiblesse des pays de la périphérie, la fragmentation financière et l'austérité budgétaire engagée pour réduire les déficits publics. Les performances économiques sont restées fort inégales au sein de la zone et l'amorce d'une reprise en fin d'année n'a pas empêché d'enregistrer un taux de croissance négatif de -0,3 % du PIB (-0,7 % en 2012). Alors qu'en Allemagne, des signes de reprise sont apparus, la France n'a pas suivi et son retard s'est creusé par rapport à l'Allemagne. L'Espagne, la Grèce et le Portugal ont obtenu des délais pour réduire leur déficit public en contrepartie d'une accélération des réformes structurelles visant à améliorer leur compétitivité, ces pays s'engageant dans une politique de déflation salariale avec les conséquences sur le niveau de solvabilité des ménages et sur le risque des banques minées par des créances douteuses record. Plusieurs Etats de la périphérie ont cependant annoncé des excédents budgétaires primaires et certains pays membres ont réussi à ramener leur déficit public sous le seuil de 3 %. Enfin, des progrès ont été accomplis au niveau institutionnel avec, en particulier, la mise en route du projet d'Union bancaire.

Le Japon a, pour sa part, connu une croissance de près de 2 %, grâce à une politique de relance conjoncturelle audacieuse. En un an seulement, le Premier ministre japonais Shinzo Abe est parvenu à restaurer un climat de confiance dans son pays. Déterminé à mettre un terme à 15 ans de déflation, le gouvernement a décidé un ensemble de mesures économiques (« Abenomics »), décliné par trois flèches et consistant en un changement radical des politiques budgétaires, monétaires et de réformes structurelles. La Banque du Japon a accompagné l'action gouvernementale en menant une politique monétaire ultra-accommodante. Les deux premiers volets ont été mis en œuvre avec succès et l'économie japonaise a commencé à tirer profit d'effets de richesse avec la hausse du marché d'actions japonais et des prix immobiliers. Le pays reste cependant exposé à un taux d'endettement public brut record, le gouvernement n'ayant pas encore décoché la troisième flèche, celle des réformes structurelles indispensables pour assainir les finances publiques.

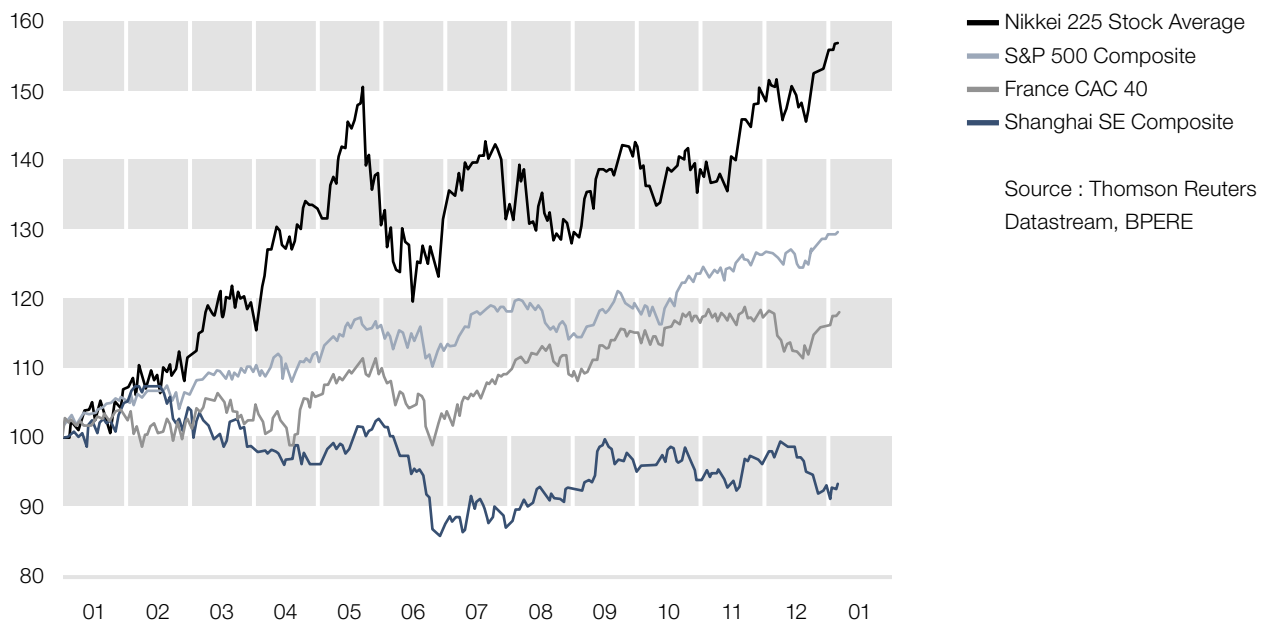
La croissance des pays émergents et en développement a été d'environ 4,5 % contre 4,9 % en 2012, soit à un niveau nettement inférieur à celui des années précédant la crise de 2008. Les pays émergents ont été confrontés à l'essoufflement des économies

avancées et au durcissement des conditions financières provoquées par l'annonce de la FED de vouloir réduire sa politique d'assouplissement quantitatif. Parmi les grands pays émergents, la Chine a connu la plus forte croissance grâce à un niveau d'investissement élevé soutenu par la hausse des dépenses de logement et d'infrastructures. Par contre, la forte demande de biens immobiliers a poussé les prix à la hausse et les dirigeants chinois ont pris des mesures visant à atténuer la spéculation immobilière, freinant ainsi l'activité du secteur de la construction.

En 2013, les politiques monétaires ont reflété l'évolution de la dynamique de croissance et d'inflation des différents pays ou zones économiques. Face à une inflation historiquement faible, la BCE a abaissé son principal taux directeur à 0,25 %, tandis que les banques centrales des Etats-Unis, du Royaume-Uni et du Japon ont été nettement plus agressives dans leur politique monétaire. En revanche, les banques centrales des grands pays émergents ont été confrontées à des tensions inflationnistes et des mouvements de sortie de capitaux. Lorsqu'en mai 2013, la FED a prévenu qu'elle envisageait de réduire ses achats d'actifs dans le courant de l'année, les taux d'intérêt américains à long terme sont montés et bon nombre de monnaies émergentes se sont dépréciées par rapport au dollar américain.

Marchés actions par régions

(depuis janvier 2013)

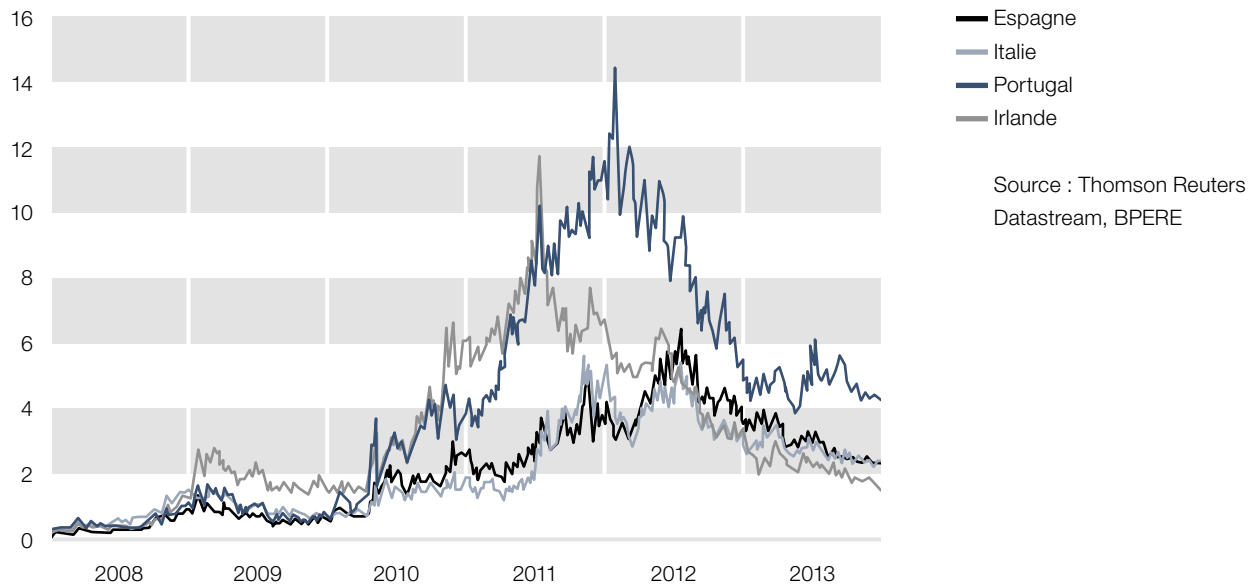


Dans un contexte de faible volatilité, l'année 2013 a été favorable aux marchés des actions. Sur fond de politiques monétaires ultra-accommodantes, ni la déroute financière de Chypre, ni le résultat incertain des élections italiennes, ni les craintes d'un « tapering » prématuré de la FED ou la fermeture de services publics fédéraux américains n'ont pu inverser la tendance haussière des marchés d'actions développés. Parmi les principaux marchés d'actions des pays avancés, la palme revient à la bourse japonaise avec un yen sensiblement poussé à la baisse et la bourse nipponne à la hausse par l'« Abenomics ». L'indice Nikkei a progressé de 57 % et a retrouvé son niveau d'avant la crise financière de 2008. Soutenu par des fondamentaux solides et des conditions financières accommodantes, le marché d'actions US a réalisé la deuxième meilleure performance des grands marchés boursiers des pays avancés, l'indice S&P500 progressant de 26 % et l'indice Nasdaq clôturant à son niveau enregistré avant l'éclatement de la bulle internet du début des années 2000. L'indice CAC 40 a progressé de 18 %, malgré une croissance économique française proche de zéro. Avec de faibles et fragiles fondamentaux économiques européens, la progression des marchés boursiers en Europe n'est pas justifiée par l'évolution des bénéfices des entreprises, la hausse des multiples de valorisation étant principalement due à la disparition du risque systémique lié à la chute d'une grande institution financière ou à la disparition du risque de l'éclatement de l'Euro. En 2013, les marchés d'actions émer-

gents ont globalement sous-performé les marchés des pays avancés, les plus fortes corrections ayant eu lieu sur les marchés où le taux de croissance économique était le plus faible, ces marchés ayant particulièrement souffert des craintes d'un resserrement de la politique monétaire américaine. La bourse de Shanghai a terminé l'année en baisse de 7 % à la suite de l'annonce d'une croissance moins forte qu'attendue en Chine.

La situation des marchés obligataires a été contrastée. Les marchés obligataires souverains « safe haven » ont connu un parcours volatil et des performances décevantes. L'évocation par la FED d'une possible réduction de ses mesures d'assouplissement quantitatif a entraîné une augmentation significative des rendements à long terme aux Etats-Unis. En revanche, l'année a été bonne pour les marchés obligataires périphériques de la zone Euro où s'est poursuivie la réduction des écarts de rendement par rapport au Bund allemand, les marchés validant les efforts de consolidation de ces pays et les primes de risque vis-à-vis du Bund reculant. Quant aux marchés obligataires des pays émergents, ils ont été sous tension en raison de la détérioration des perspectives de croissance, des pressions inflationnistes et des turbulences sur les flux de capitaux. Enfin, les obligations à haut rendement et les obligations convertibles ont affiché de bonnes performances grâce à la hausse des marchés d'actions et à la contraction des spreads de crédit.

Primes de risque des obligations étatiques européennes (spread vs Bund allemand en points de pourcentage)



Notre développement

Le groupe Edmond de Rothschild poursuit sa mutation, les changements se mettant progressivement en place depuis 2013. Un tel processus nécessite du temps et la participation de tous ses collaborateurs. La dynamique est lancée et les synergies entre les différentes équipes de Groupe se mettent clairement en place.

Sous la houlette de Marc Ambroisien, son Directeur Général depuis novembre 2012, les équipes de banque privée sont réorganisées pour mieux rencontrer les besoins des clients sur base géographique et en fonction de leurs domaines de prédilection. La Banque poursuit ses efforts de développement dans un contexte économique difficile que le monde continue à traverser et en dépit d'une pression réglementaire accrue.

En s'appuyant notamment sur les expertises présentes au sein du Groupe, nos collaborateurs consolident les relations d'affaires établies et posent les jalons de la croissance de demain dans l'ensemble des métiers. L'accompagnement de la clientèle (HNWI ou institutionnels sophistiqués), l'écoute attentive, le conseil, le service sur mesure restent la préoccupation constante des collaborateurs. Les avoirs de la clientèle se maintiennent à leur plus haut niveau historique.

Notre ancrage à Luxembourg, dans un pays jouissant de la grande stabilité politique et du grand pragmatisme de ses décideurs que chacun lui reconnaît, et sur cette place financière qui reste la première place de la zone euro en matière de véhicules d'investissement, est confirmé et constitue un atout indéniable pour le développement de la Banque et du Groupe auquel elle appartient. La place de Luxembourg dispose des outils juridiques et fiscaux européens, notamment en termes de libre prestation de service au sein de l'Union européenne.

Principalement basées à Luxembourg, nos activités s'ouvrent naturellement à l'international au travers nos implantations étrangères (les succursales en Belgique, Espagne et au Portugal, ainsi que le bureau de représentation en Israël) ou par les démarches de nos commerciaux en libre prestation de services. Nous avons cependant adapté notre réseau international par la cession de notre activité fonds commun de placement en Italie et la fermeture programmée le 31 mars 2014 de nos bureaux de représentation en Slovaquie et en Tchéquie.

C'est dans ce contexte que notre activité a permis de dégager un résultat net de EUR 27.118.905.

Commentaires sur nos comptes annuels

La lecture de nos comptes annuels préparés selon les principes comptables généralement admis dans le secteur bancaire au Grand-Duché de Luxembourg met en évidence la santé financière de notre établissement.

Bilan

Au 31 décembre 2013, le total du bilan atteint EUR 5.570 millions, en hausse de 18 % par rapport au 31 décembre 2012. Cette évolution trouve principalement son origine dans l'augmentation des dépôts en espèces de la clientèle.

A l'actif, les créances sur les banques centrales diminuent de EUR 315.562.530 (-17 %), tandis que les créances sur les autres établissements de crédit progressent de EUR 1.219.477.484 (+57 %). Il est à noter que ces dernières sont sécurisées à concurrence de 95 % au travers d'opérations de *reverse repos*.

Au passif, les dettes envers la clientèle qui regroupent les comptes ordinaires créditeurs, comptes à terme ou à préavis s'élèvent à EUR 4.953 millions, en hausse de 19 % par rapport au 31 décembre 2012. Quant aux provisions, elles restent stables d'un exercice à l'autre.

Hors bilan, les garanties et engagements augmentent légèrement à EUR 532.284.260 (+6,5 %).

Résultats

Produits

Le produit net bancaire de EUR 179 millions accuse une baisse de 4 %, écart causé par une baisse des résultats sur devises, des marges d'intérêt et des commissions.

Les commissions perçues diminuent de 3 %, pour atteindre EUR 166.066.495, baisse principalement due à la diminution des commissions de gestion sur les actifs gérés et sur les OPCVM domiciliés.

Le résultat d'intérêts s'élève à EUR 8.959.622 en diminution de 18 % par rapport à l'exercice précédent.

Des plus-values de cessions sur immeubles non-stratégiques ont été comptabilisées en produits exceptionnels au cours de l'exercice 2013.

Charges

Les charges d'exploitation augmentent de 5 % à EUR 149.105.392 en raison d'une progression sensible des frais de locaux et frais de communication combinée à une baisse des frais de personnel sous l'effet de la diminution des effectifs.

Résultat net

Le résultat net de la Banque atteint quant à lui EUR 27.118.905, en baisse de 20 % par rapport à l'exercice précédent.

Chiffres-clés	2013 EUR	2012 EUR	2013 / 2012 %
Bilan en millions d'euros			
Fonds propres après répartition (fonds pour risques bancaires généraux et postes spéciaux avec une quote-part de réserves non inclus)	187	185	1 %
Total du Bilan avant répartition	5.570	4.732	18 %
Compte de résultat en millions d'euros			
Résultat des opérations d'intérêt	9	11	-18 %
Résultat des opérations de commissions et des prestations de services	134	133	1 %
Résultat provenant d'opérations financières	16	19	-16 %
Résultat de valeurs mobilières	6	7	-14 %
Autres produits d'exploitation	14	17	-18 %
Charges d'exploitation (frais de personnel, autres frais généraux et autres charges d'administration)	149	142	5 %
Bénéfice de l'exercice (après impôts, provisions et amortissements)	27	34	-20 %
Effectif en fin d'année (succursales incluses)	758	807	-6 %
Rentabilité			
Rendement des fonds propres (en %) bénéfice après impôts (provision forfaitaire et provisions exceptionnelles non incluses) / moyenne des fonds propres après répartition	14 %	19 %	

Objectifs et stratégies en matière de gestion des risques

La gestion des risques de la Banque s'inscrit rigoureusement dans le cadre des politiques de risques définies au niveau du Groupe par sa société-mère. Conformément à cette politique, la Banque assure une gestion des risques à travers un ensemble de principes, une structure organisationnelle, des limites et des processus étroitement liés aux activités de la Banque et à la nature des risques.

A la demande de la Banque, la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) a approuvé l'exemption totale des risques pris sur le groupe Banque Privée Edmond de Rothschild S.A., Genève, dans le cadre du calcul des limites de grands risques, conformément à la partie XVI, point 24 de la circulaire 06/273 telle que modifiée.

Une information plus complète sur les objectifs et stratégie en matière de gestion des risques auxquels la Banque est confrontée est développée en note 3 de l'Annexe aux comptes annuels.

Événements survenus après la clôture de l'exercice

Aucun autre événement susceptible d'influencer la rentabilité de la Banque ou d'augmenter son exposition aux risques ne s'est produit depuis la clôture de l'exercice 2013, à l'exception de la cession de l'activité banque dépositaire des fonds communs de placement de la succursale en Italie et des bureaux de représentation en Slovaquie et en Tchéquie programmée le 31 mars 2014.

Perspectives

Comme déjà constaté l'an dernier, la clientèle reste prudente et privilégie la sécurité au rendement. La relative bonne performance des marchés couplée à des taux d'intérêt très bas laisse cependant à penser que l'année 2014 pourrait être marquée par un retour de la clientèle sur les marchés d'actifs.

La nouvelle gouvernance opérationnelle qui doit permettre d'assurer le développement des activités du groupe Edmond de Rothschild et de la Banque se met progressivement en place et pourrait avoir un impact significatif sur le périmètre de nos activités.

Fidèle à nos valeurs, nous abordons cependant l'année 2014 avec confiance, détermination et ambitions. Nous restons cependant réalistes quant à la fragilité de l'environnement économique et financier et à l'impérieuse nécessité de poursuivre nos efforts de rationalisation.

Approbation des comptes annuels et proposition de répartition du solde disponible

Nous soumettons à votre approbation les comptes de l'exercice 2013 ainsi que notre proposition d'affectation du solde disponible, en accord avec le rapport de notre réviseur externe.

	EUR
Le bénéfice net de l'exercice 2013 s'élève à	27.118.905
auquel s'ajoutent	
- le solde du report de l'exercice précédent	5.774.532
- les réserves disponibles	112.360.349
soit un solde disponible de	145.253.786

que nous proposons d'affecter de la manière suivante :

Réserve spécifique bloquée pour une période de cinq ans représentant cinq fois l'impôt sur la fortune	8.055.600
Réserves disponibles	111.801.493
Distribution d'un dividende de EUR 1.693 par action	25.396.693
Total	145.253.786


Direction et personnel

Nous tenons à féliciter la Direction et l'ensemble des collaborateurs de la Banque, tant à Luxembourg qu'à l'étranger, pour les résultats obtenus et à remercier notre fidèle Clientèle pour la confiance qu'elle nous témoigne d'année en année.

Luxembourg, le 27 février 2014
Le Conseil d'Administration

A large, stylized number '0' graphic that spans across the page. It is composed of two concentric, rounded shapes. The outer shape is white with a thin grey border, and the inner shape is a solid light grey. The '0' is positioned on the right side of the page, partially overlapping the text.

Eléments financiers 2013

A large, stylized number '9' is the central graphic of the page. It is composed of several overlapping, semi-transparent shapes in white, light grey, and dark grey. The '9' is positioned on the left side of the page, with its top loop extending towards the top and its bottom curve extending towards the bottom. A horizontal line is drawn across the middle of the page, passing behind the '9'.

30	Rapport du Réviseur d'entreprises
32	Bilan au 31 décembre 2013
34	Hors bilan au 31 décembre 2013
35	Compte de profits et pertes pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2013

Rapport du Réviseur d'entreprises

au Conseil d'Administration de
Banque Privée Edmond de Rothschild Europe

Rapport sur les comptes annuels

Conformément au mandat donné par le Conseil d'Administration du 28 février 2013, nous avons effectué l'audit des comptes annuels ci-joints de Banque Privée Edmond de Rothschild Europe, comprenant le bilan au 31 décembre 2013, le compte de profits et pertes pour l'exercice clos à cette date et l'annexe contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

Responsabilité du Conseil d'Administration pour les comptes annuels

Le Conseil d'Administration est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces comptes annuels, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg ainsi que d'un contrôle interne qu'il juge nécessaire pour permettre l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Responsabilité du Réviseur d'entreprises agréé

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes annuels sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la Commission de Surveillance du Secteur Financier. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et réaliser l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les comptes annuels. Le choix des procédures relève du jugement du Réviseur d'entreprises agréé, de même que l'évaluation des risques

que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs. En procédant à cette évaluation, le Réviseur d'entreprises agréé prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des comptes annuels afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur le fonctionnement efficace du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Conseil d'Administration, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des comptes annuels.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion

A notre avis, les comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de Banque Privée Edmond de Rothschild Europe au 31 décembre 2013, ainsi que des résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg.

Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Le rapport de gestion, qui relève de la responsabilité du Conseil d'Administration, est en concordance avec les comptes annuels.

PricewaterhouseCoopers S.à r.l.
Luxembourg, le 25 mars 2014
Réviseur d'entreprises
Représentée par Rima Adas

Eléments financiers 2013

Bilan au 31 décembre 2013

Actif		2013 EUR	2012 EUR
	Note(s)		
Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices de chèques postaux	5	163.527.590	478.654.266
Créances sur les établissements de crédit	6.2	120.166.343	195.380.688
- à vue		4.621.425.826	3.326.733.997
- autres créances			
		4.741.592.169	3.522.114.685
Créances sur la clientèle	6.2	595.308.154	651.255.910
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe	7.1.1, 7.2		
- des émetteurs publics		2.563	5.289
- d'autres émetteurs		2.054.547	2.088.288
		2.057.110	2.093.577
Actions et autres valeurs mobilières à revenu variable	7.1.1, 7.1.2	4.322.586	4.012.785
Participations	6.1, 7.1.2, 8	9.255.937	6.365.789
Parts dans des entreprises liées	6.1, 7.1.2, 8	2.417.368	6.740.922
Actifs corporels	8	21.000.284	29.877.445
Autres actifs	10	579.860	222.397
Comptes de régularisation		30.273.250	30.845.779
Total de l'actif		5.570.334.308	4.732.183.555

L'annexe ci-jointe fait partie intégrante des comptes annuels.

Passif		2013 EUR	2012 EUR
	Note(s)		
Dettes envers les établissements de crédit	6.2		
- à vue		229.654.436	129.249.694
- à terme ou à préavis		74.006.561	116.660.413
		303.660.997	245.910.107
Dettes envers la clientèle	6.2		
- autres dettes			
- à vue		4.786.786.996	3.971.071.754
- à terme ou à préavis		165.793.872	204.811.893
		4.952.580.868	4.175.883.647
Autres passifs	11	15.346.470	13.976.521
Comptes de régularisation		9.069.962	10.050.074
Provisions			
- provisions pour impôts		7.779.643	11.598.422
- autres provisions	12, 21	49.183.025	45.247.437
		56.962.668	56.845.859
Postes spéciaux avec une quote-part de réserves	13	1.277.321	1.277.321
Fonds pour risques bancaires généraux		19.413.486	17.939.702
Capital souscrit	14, 17	31.500.000	31.500.000
Réserves	15, 16, 17	147.629.099	126.872.894
Résultats reportés	17	5.774.532	18.000.000
Résultat de l'exercice	17	27.118.905	33.927.430
Total du passif		5.570.334.308	4.732.183.555

Hors bilan au 31 décembre 2013

		2013 EUR	2012 EUR
	Note(s)		
Passifs éventuels	18	73.312.207	70.985.613
- dont : cautionnements et actifs donnés en garantie		73.312.207	70.985.613
Engagements	19	458.972.053	428.848.997
Opérations fiduciaires		973.950.120	1.503.453.348

L'annexe ci-jointe fait partie intégrante des comptes annuels.

Compte de profits et pertes pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2013

		2013 EUR	2012 EUR
	Note(s)		
Intérêts et produits assimilés		11.915.038	15.094.084
- dont : sur valeurs mobilières à revenu fixe		16.285	26.477
Intérêts et charges assimilées		(2.955.416)	(4.166.300)
Revenus de valeurs mobilières			
- revenus de participations		376.239	130.278
- revenus de parts dans les entreprises liées		5.664.810	7.194.940
Commissions perçues		166.066.495	171.211.957
Commissions versées		(32.358.679)	(38.463.347)
Résultat provenant d'opérations financières		16.251.602	18.500.597
Autres produits d'exploitation	23	14.082.054	17.491.913
Frais généraux administratifs		(142.209.061)	(139.985.856)
- frais de personnel	27, 28	(91.310.850)	(96.291.298)
dont : salaires et traitements		(73.777.263)	(78.503.858)
charges sociales		(14.159.315)	(14.000.593)
dont celles couvrant les pensions		(11.193.968)	(10.946.266)
- autres frais administratifs		(50.898.211)	(43.694.558)
Corrections de valeur sur actifs incorporels et corporels	8	(5.661.804)	(6.612.044)
Autres charges d'exploitation	24	(6.896.331)	(2.198.116)
Corrections de valeur sur créances et provisions pour passifs éventuels et pour engagements	25	(369.302)	(262.435)
Reprises de corrections de valeur sur créances et sur provisions pour passifs éventuels et pour engagements	26	4.820.845	207.255
Reprises de corrections de valeur sur valeurs mobilières ayant le caractère d'immobilisations financières, sur participations et sur parts dans des entreprises liées		490.000	-
Dotations aux fonds pour risques bancaires généraux		(1.473.784)	-
Produits provenant de la dissolution de montants inscrits au fonds pour risques bancaires généraux		-	260.500
Impôts sur le résultat provenant des activités ordinaires		(3.944.208)	(4.321.850)
Résultat provenant des activités ordinaires, après impôts		23.798.498	34.081.576
Produits exceptionnels	31	3.507.407	-
Autres impôts ne figurant pas sous les postes ci-dessus		(187.000)	(154.146)
Résultat de l'exercice		27.118.905	33.927.430

A large, stylized number '0' graphic that spans across the page. It is composed of two concentric white ovals on a light gray background. The bottom half of the page is a solid dark blue color, which the '0' graphic overlaps.

Annexe aux comptes annuels

Annexe aux comptes annuels

au 31 décembre 2013

Note 1 - Généralités

La société a été créée par acte notarié le 19 février 1982 sous la dénomination de Compagnie Privée de Finance S.A.. La société était alors un établissement financier non bancaire.

Par Assemblée Générale extraordinaire du 24 octobre 1988, les actionnaires ont pris la décision de modifier l'objet social afin de le conformer à celui d'un établissement de crédit ; la dénomination de la société est devenue « Banque Edmond de Rothschild Luxembourg ».

Depuis cette date, la société est agréée auprès du Ministère du Trésor pour exercer l'activité d'établissement de crédit au Grand-Duché du Luxembourg.

Le 20 juin 1989, la dénomination sociale est devenue Banque de Gestion Edmond de Rothschild Luxembourg.

L'Assemblée Générale extraordinaire du 31 mai 1999 a approuvé l'apport en nature consistant en l'universalité de la situation active et passive de Banque Privée Edmond de Rothschild S.A., succursale de Luxembourg à Banque de Gestion Edmond de Rothschild Luxembourg. L'apport a été fait sur base de la situation patrimoniale de la succursale au 1^{er} janvier 1999.

L'Assemblée Générale du 24 mars 2003 a décidé de changer la dénomination en Banque Privée Edmond de Rothschild Europe ci-après la « Banque ». Elle a décidé en date du 21 décembre 2011 de fixer la date statutaire de l'Assemblée Générale au quatrième mardi du mois d'avril de chaque année.

Quatre succursales sont actuellement établies à l'étranger, en Espagne, au Portugal, en Belgique et en Italie, ayant été ouvertes respectivement les 6 octobre 2000, 18 octobre 2000, 12 février 2003 et 1^{er} mars 2007. Par ailleurs, trois bureaux de représentation sont établis à Tel Aviv, Bratislava et Prague.

Note 2 - Principales méthodes comptables

2.1 Base de présentation

Les comptes annuels ont été préparés en conformité avec les principes comptables généralement admis dans le secteur bancaire au Grand-Duché du Luxembourg. Les politiques comptables et les principes d'évaluation sont, en dehors des règles imposées par la loi et la Commission de Surveillance du Secteur Financier, déterminés et mis en place par le Conseil d'Administration.

La Banque est, sur base des critères fixés par la loi luxembourgeoise, exemptée de l'obligation d'établir des comptes consolidés et un rapport de gestion consolidé pour l'exercice clôturant au 31 décembre 2013. Par conséquent, en conformité avec la loi du 17 juin 1992, ces comptes ont été présentés sur une base non consolidée pour appréciation par les actionnaires lors de l'assemblée générale annuelle.

2.2 Conversion des devises étrangères

La Banque a son capital libellé en euros (EUR) et présente ses comptes annuels dans cette devise.

La Banque utilise la méthode de la comptabilité plurimonnaire qui consiste à enregistrer toutes les transactions en devises autres que celle du capital dans la ou les monnaies de ces transactions. Les produits et charges sont convertis en devise du capital aux cours de change en vigueur à la date de la transaction.

2.2.1 Opérations au comptant

Les éléments d'actif et de passif libellés en devises étrangères sont convertis dans la monnaie du capital aux cours moyens au comptant en vigueur à la date de clôture du bilan.

Les opérations en devises étrangères au comptant non encore dénouées sont converties dans la monnaie du capital aux cours au comptant en vigueur à la date de clôture du bilan.

2.2.2 Opérations à terme

Les opérations en devises étrangères à terme non encore dénouées sont converties dans la monnaie du capital aux cours à terme pour l'échéance restant à courir à la date de clôture du bilan.

2.2.3 Gains et pertes de change

Les gains et pertes de change enregistrés sur les postes au comptant non couverts à terme sont comptabilisés dans le compte de profits et pertes.

Les pertes de change enregistrées sur les opérations à terme non couvertes sont comptabilisées dans les comptes de profits et pertes.

Pour les opérations à terme non couvertes, les résultats d'évaluation négatifs se compensent avec les résultats d'évaluation positifs constatés antérieurement. Une provision est constituée pour couvrir les pertes restantes.

2.3 Créances

Les créances sont inscrites au bilan à leur prix d'acquisition diminué des remboursements éventuels ainsi que des corrections de valeur.

La politique de la Banque est d'établir, selon les circonstances et pour les montants déterminés par les organes responsables, des provisions spécifiques pour créances douteuses. La Banque a également constitué des provisions forfaitaires en franchise d'impôts. Ces provisions sont déduites des postes d'actif concernés.

2.4 Evaluation des valeurs mobilières

Pour les besoins d'évaluation, la Banque a réparti ses valeurs mobilières en trois catégories de portefeuille-titres :

2.4.1 Portefeuille des immobilisations financières

Il est composé de valeurs mobilières à revenu fixe qui ont été acquises avec l'intention de les garder jusqu'à leur échéance. L'agio résultant de leur acquisition à un prix supérieur au prix de remboursement est amorti prorata temporis jusqu'à la date d'échéance des titres. Les valeurs mobilières à revenu fixe ayant le caractère d'immobilisations financières et répondant aux conditions fixées par l'autorité de contrôle, sont évaluées à leur prix d'acquisition. Les autres valeurs mobilières à revenu fixe ayant le caractère d'immobilisations financières sont évaluées au plus bas de leur coût d'acquisition ou de leur valeur de marché.

Il comprend également les participations et les parts dans les entreprises liées ayant le caractère d'immobilisé. Ces titres, destinés à servir de façon durable à l'activité de la Banque, sont évalués au plus bas de leur prix d'acquisition ou de leur valeur de marché.

2.4.2 Portefeuille de négociation

Il est composé de valeurs mobilières à revenu fixe et variable qui sont acquises dès l'origine avec l'intention de les revendre à brève échéance. Ce sont des titres qui sont négociables sur un marché dont la liquidité peut être considérée comme assurée, et dont les prix de marché sont constamment accessibles aux tiers.

Les titres du portefeuille de négociation figurent au bilan au plus bas du coût d'acquisition ou de la valeur de marché.

2.4.3 Portefeuille de placement

Le portefeuille de placement est composé de valeurs mobilières acquises dans un but de placement ou rendement. Ce portefeuille comprend les valeurs mobilières non comprises dans les deux autres catégories et est évalué au plus bas du coût d'acquisition ou de la valeur de marché. Le coût d'acquisition est déterminé sur base du coût moyen pondéré.

2.5 Actifs immobilisés autres que les immobilisations financières

Les actifs immobilisés autres que les immobilisations financières sont évalués au prix d'acquisition historique. Le prix d'acquisition des actifs immobilisés dont l'utilisation est limitée dans le temps est diminué des corrections de valeur calculées de manière à amortir systématiquement la valeur de ces éléments sur leur durée d'utilisation estimée.

En cas de dépréciation durable, les éléments immobilisés dont l'utilisation est ou non limitée dans le temps font l'objet de corrections de valeur afin de leur donner la valeur inférieure qui est à leur attribuer à la date de clôture du bilan. Ces corrections de valeur sont extournées lorsque les raisons qui les ont motivées ont cessé d'exister.

2.6 Actifs corporels

Les actifs corporels sont utilisés par la Banque dans le cadre de ses opérations. Les actifs corporels sont évalués au prix d'acquisition historique diminué des amortissements cumulés. L'amortissement est calculé linéairement sur la durée de vie estimée de l'actif. Les taux utilisés sont les suivants :

Taux d'amortissement	%
Immeubles	1,5
Aménagements des bâtiments	10 - 33
Matériel et mobilier de bureau	10 - 25
Matériel informatique	20 - 33
Voitures	20 - 33

2.7 Actifs incorporels

Les frais d'établissement sont amortis linéairement sur 5 ans.

2.8 Provision pour actifs à risques

La politique de la Banque consiste à constituer, en accord avec les dispositions de la législation luxembourgeoise, une provision forfaitaire pour actifs à risques. La provision forfaitaire calculée sur des postes du bilan est déduite des postes de l'actif concernés. La provision forfaitaire calculée sur des postes du hors bilan est inscrite sous le poste « Provisions : autres provisions ».

2.9 Fonds pour risques bancaires généraux

La Banque a créé un fonds pour risques bancaires généraux dans le but de couvrir des risques particuliers inhérents aux opérations bancaires. Les affectations au fonds sont effectuées à partir des bénéfices après impôts mais avant détermination du bénéfice net et ne sont sujettes à aucune limite quantitative.

2.10 Dettes

Les dettes sont inscrites au passif à leur montant de remboursement.

2.11 Instruments financiers dérivés

La Banque conclut à des fins de couverture des opérations de change à terme. Les gains et pertes sont étalés sur la même période que les résultats provenant de l'élément couvert.

Note 3 - Objectifs et stratégies en matière de gestion des risques

3.1 Préambule

Les principes développés ci-après font l'objet d'une analyse plus détaillée dans le document « Pilier III de Bâle II – 2013 » disponible sur le site internet de la Banque www.edmond-de-rothschild.eu.

La politique de gestion des risques et d'adéquation des fonds propres de la Banque s'inscrit rigoureusement dans le cadre des politiques de risques et de fonds propres définies au niveau du Groupe.

Conformément à cette politique, la Banque assure la gestion des risques et l'adéquation des fonds propres à travers un cadre compréhensif de principes, une structure organisationnelle, des limites et des processus étroitement liés aux activités de la Banque et à la nature des risques auxquels elle est ou pourrait être exposée.

3.2 Le risque de crédit et de contrepartie

En matière de risque de crédit et de contrepartie, la Banque applique la politique de crédit du Groupe qui, outre les modalités de décision de crédit, définit les règles encadrant le risque sectoriel et le risque pays.

Des procédures et des limites de compétences règlent l'octroi de tout crédit. La qualité des débiteurs et des garanties obtenues est analysée selon des critères objectifs.

L'exposition au risque sur les différentes contreparties de la Banque est matérialisée par la mise en place de limites d'autorisations fixées en concertation avec sa société mère ; elle peut être réduite par l'obtention de garanties et de conventions de compensation.

La politique de la Banque en matière de risque de pays est en principe de ne pas entretenir de relations actives avec des correspondants, dépositaires ou débiteurs dans des pays à risque. Si de tels risques devaient apparaître, elle les évaluerait et les provisionnerait selon des critères définis.

3.3 Les risques de marché

Les risques de marché se définissent comme les risques liés aux variations de taux, de change ou de prix et à l'illiquidité des actifs pouvant entraîner des problèmes de refinancement.

L'activité de trésorerie de la Banque est encadrée par un ensemble de limites qui sont variables selon les devises traitées et les instruments financiers utilisés. Chacune de ces limites fait l'objet d'un contrôle quotidien.

3.4 Le risque de liquidité

Le risque de liquidité peut être défini comme le risque que la Banque ne puisse faire face aux obligations qui lui sont échues parce que sa capacité de financement ne le lui permet pas. Il couvre aussi les pertes potentielles liées aux emprunts réalisés à des taux d'intérêt élevés ou à l'investissement de fonds à des taux inférieurs au marché.

Au niveau des exigences réglementaires luxembourgeoises en la matière, la Banque a toujours largement dépassé le minimum fixé de 30 %. Ce ratio est suivi régulièrement par le Comité Exécutif en relation avec le département Trésorerie.

3.5 Les risques opérationnels

L'activité de la Banque est centrée sur une activité bancaire traditionnelle, maîtrisée par son personnel et contrôlée par le Comité Exécutif.

Dans le but de réduire ses risques, la Banque a mis en place un processus organisationnel comprenant notamment des outils et procédures internes régissant les activités exercées, un système de responsabilités hiérarchiques au niveau de chaque service, un système informatique prévoyant la séparation des fonctions et le contrôle des tâches et un département de contrôle interne rapportant directement au Comité Exécutif.

La Banque a aussi mis en place un plan de continuité visant à lui permettre la continuation des opérations en toutes circonstances. Un back-up du système informatique est mis en place afin de pouvoir reprendre le cours normal de ses affaires dans de brefs délais en cas de grandes difficultés.

3.6 Les risques de marché et sur instruments financiers

La Banque achète et vend, au travers de son réseau de correspondants, des instruments financiers ou des devises sur des marchés organisés et de gré à gré. Elle est essentiellement active en qualité de commissionnaire ou d'agent pour le compte de ses clients. Les positions pour compte propre font l'objet de lignes accordées par le Conseil d'Administration.

3.7 Les risques de variation de taux d'intérêts et de taux de change

L'activité principale sur instruments financiers est liée principalement à des opérations de couverture pour le compte essentiellement de sa clientèle, la Banque n'étant pas active dans le domaine du trading pour compte propre.

En matière de placements/dépôts, la ligne de conduite de la Banque est de rechercher au maximum une concordance parfaite tant au niveau des devises qu'au niveau des échéances. La règle est que les dépôts de la clientèle sont automatiquement remplacés sur le marché à des échéances et dans des devises identiques, au taux du marché, déduction faite de la marge de la Banque. Le suivi de cette marge est effectué mensuellement par le Comité Exécutif.

La politique de la Banque en matière de change est de limiter le maintien des positions ouvertes. Des limites globales par devises « intra day » et « overnight » sont fixées. Elles font l'objet d'un suivi constant, ainsi que d'une information régulière au Comité Exécutif.

Note 4 - Instruments financiers

4.1 Analyse des instruments financiers

4.1.1 Informations sur les instruments financiers primaires

Le tableau ci-après fournit des informations sur le niveau d'activité en instruments financiers primaires de la Banque en valeur comptable, ventilées en fonction de la durée de vie résiduelle. En outre, le tableau indique la juste valeur totale des instruments détenus à des fins de négociation lorsqu'elle diffère substantiellement de la valeur à laquelle ces instruments sont inscrits dans les comptes.

Par « juste valeur » on entend la valeur à laquelle un actif pourrait être échangé ou un passif réglé dans le cadre d'une transaction ordinaire conclue dans des conditions normales entre des parties compétentes n'ayant aucun lien de dépendance et agissant en toute liberté, exception faite des ventes forcées ou des ventes effectuées dans le cadre d'une liquidation.

4.1.1.1 Analyse des instruments financiers - Instruments financiers primaires (en valeur comptable - EUR milliers) au 31 décembre 2013

Instruments financiers primaires au 31 décembre 2013 (en valeur comptable EUR milliers)	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an à 5 ans	> 5 ans	Sans maturité	Total
Catégorie d'instruments (actifs financiers)						
Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices de chèques postaux	163.528	-	-	-	-	163.528
Créances sur les établissements de crédit	4.741.592	-	-	-	-	4.741.592
Créances sur la clientèle	452.455	142.853	-	-	-	595.308
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe (*)	-	-	2.056	1	-	2.057
Actions et autres valeurs mobilières à revenu variable (**)	-	-	-	-	4.323	4.323
Participations	-	-	-	-	9.256	9.256
Parts dans les entreprises liées	-	-	-	-	2.417	2.417
Total des actifs financiers	5.357.575	142.853	2.056	1	15.996	5.518.481
Actifs non financiers						51.853
Total des actifs						5.570.334
Catégorie d'instruments (passifs financiers)						
Dettes envers les établissements de crédit						
- à vue	229.654	-	-	-	-	229.654
- à terme ou à préavis	74.007	-	-	-	-	74.007
Dettes envers la clientèle						
- autres dettes						
- à vue	4.786.787	-	-	-	-	4.786.787
- à terme ou à préavis	43.749	122.045	-	-	-	165.794
Total des passifs financiers	5.134.197	122.045	-	-	-	5.256.242
Passifs non financiers						314.092
Total des passifs						5.570.334

(*) La juste valeur et la valeur comptable (après provision forfaitaire) au 31 décembre 2013 des obligations du portefeuille de négociation sont respectivement de EUR 4.384 et de EUR 4.374.

(**) La juste valeur et la valeur comptable (après provision forfaitaire) des actions du portefeuille de négociation sont respectivement de EUR 1.513.388 et de EUR 1.355.254.

4.1.1.2 Analyse des instruments financiers - Instruments financiers primaires (en valeur comptable - EUR milliers) au 31 décembre 2012

Instruments financiers primaires au 31 décembre 2012 (en valeur comptable EUR milliers)	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an à 5 ans	> 5 ans	Sans maturité	Total
Catégorie d'instruments (actifs financiers)						
Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices de chèques postaux	478.654	-	-	-	-	478.654
Créances sur les établissements de crédit	3.511.391	10.724	-	-	-	3.522.115
Créances sur la clientèle	519.314	131.942	-	-	-	651.256
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe (*)	5	2	2.084	2	-	2.093
Actions et autres valeurs mobilières à revenu variable (**)	-	-	-	-	4.013	4.013
Participations	-	-	-	-	6.366	6.366
Parts dans les entreprises liées	-	-	-	-	6.741	6.741
Total des actifs financiers	4.509.364	142.668	2.084	2	17.120	4.671.238
Actifs non financiers						60.946
Total des actifs						4.732.184
Catégorie d'instruments (passifs financiers)						
Dettes envers les établissements de crédit						
- à vue	129.250	-	-	-	-	129.250
- à terme ou à préavis	101.622	15.038	-	-	-	116.660
Dettes envers la clientèle						
- autres dettes						
- à vue	3.971.072	-	-	-	-	3.971.072
- à terme ou à préavis	73.457	131.355	-	-	-	204.812
Total des passifs financiers	4.275.401	146.393	-	-	-	4.421.794
Passifs non financiers						310.390
Total des passifs						4.732.184

(*) La juste valeur et la valeur comptable (après provision forfaitaire) au 31 décembre 2012 des obligations du portefeuille de négociation sont respectivement de EUR 16.946 et de EUR 16.746.

(**) La juste valeur et la valeur comptable (après provision forfaitaire) des actions du portefeuille de négociation sont respectivement de EUR 1.071.180 et de EUR 905.144.

4.1.2 Informations sur les instruments financiers dérivés

La Banque utilise uniquement des contrats de change à terme dans un but exclusif de couverture du risque d'intérêt et de change.

4.1.3 Analyse des instruments financiers dérivés utilisés à des fins de couverture

Au 31 décembre 2013, la Banque détenait les instruments financiers dérivés suivants :

en EUR milliers	< 3 mois Valeur notionnelle	> 3 mois et ≤ 1 an Valeur notionnelle	> 1 et ≤ 5 ans Valeur notionnelle	> 5 ans Valeur notionnelle	Total Valeur notionnelle	Total Juste Valeur	
						Actif	Passif
Contrats de change à terme	13.174.117	229.877	-	-	13.403.994	83.622	81.392
Options de change	37.633	13.337	-	-	50.970	430	430

Au 31 décembre 2012, la Banque détenait les instruments financiers dérivés suivants :

en EUR milliers	< 3 mois Valeur notionnelle	> 3 mois et ≤ 1 an Valeur notionnelle	> 1 et ≤ 5 ans Valeur notionnelle	> 5 ans Valeur notionnelle	Total Valeur notionnelle	Total Juste Valeur	
						Actif	Passif
Contrats de change à terme	11.436.338	813.045	-	-	12.249.383	85.141	83.496
Options de change	4.604	14.111	-	-	18.715	120	120

Toutes les opérations sur instruments financiers dérivés sont conclues à des fins de couverture.

4.2 Risque de crédit

4.2.1 Description du risque de crédit

L'octroi de crédits ne constitue pas la vocation principale de la Banque. Elle est toutefois amenée à accorder dans le cadre de son activité des crédits lombards à ses clients OPC ou privés.

La Banque ne prend pas habituellement de risques financiers et se fait consentir des garanties de premier rang telles des nantissements d'avoirs de clients pour des montants couvrant les engagements.

4.2.2 Mesures du risque de crédit lié aux instruments financiers

Pour les instruments dérivés négociés hors bourse, la valeur comptable, c'est-à-dire la valeur notionnelle ne traduit pas le degré maximal d'exposition au risque. La Banque calcule le risque de crédit afférent aux instruments dérivés hors bourse sur la base de la méthode du risque initial conformément aux dispositions des circulaires émises par l'autorité de contrôle.

Les tableaux ci-dessous montrent le degré d'exposition au risque de crédit en fonction des montants notionnels, du montant en équivalent-risque et l'exposition nette au risque en tenant compte de sûretés éventuelles.

Risque de crédit pour instruments dérivés hors marché boursier (emploi de la méthode du risque initial) au 31 décembre 2013 :

Degré de solvabilité des contreparties	Montant notionnel* (1)	Montants en équivalent risque* (2)	Garanties (3)	Exposition nette au risque (4) = (2) - (3)
	EUR	EUR	EUR	EUR
Contrat de change à terme - pondération à 2 %	13.405.623.992	268.112.480	268.112.480	-
Options de change - pondération à 2 %	50.970.301	1.019.406	1.019.406	-

* nets d'effets de toute convention de compensation dont l'établissement est en mesure d'en demander l'exécution.

Risque de crédit pour instruments dérivés hors marché boursier
(emploi de la méthode du risque initial) au 31 décembre 2012 :

Degré de solvabilité des contreparties	Montant notionnel* (1)	Montants en équivalent risque* (2)	Garanties (3)	Exposition nette au risque (4) = (2) - (3)
	EUR	EUR	EUR	EUR
Contrat de change à terme - pondération à 2 %	12.251.052.716	245.021.054	245.021.054	-
Options de change - pondération à 2 %	18.715.596	374.312	374.312	-

* nets d'effets de toute convention de compensation dont l'établissement est en mesure de demander l'exécution.

4.3 Risque de marché

Le portefeuille de placement de la Banque est composé d'un titre FRN Rothschild Continuation Finance 2015, de parts Prifund Eurobond-A, de parts BeCapital Private Equity ainsi que d'une part Argos Funds Argonaut ne présentant pas de risque particulier.

Le portefeuille de négociation est composé principalement de parts d'OPC. Ces dernières ne présentent pas de risque particulier.

Les risques de marché restants correspondent à un portefeuille de participations et de parts dans des entreprises liées dont la valeur d'évaluation est supérieure au coût d'acquisition.

Compte tenu de ce qui précède, le risque de marché pour la Banque est limité.

Note 5 - Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices de chèques postaux

Conformément aux exigences de la Banque Centrale Européenne, la Banque Centrale du Luxembourg (ci-après « BCL ») a mis en place, à partir du 1^{er} janvier 1999, un système de réserves obligatoires auquel sont soumis tous les établissements de crédit luxembourgeois. Au 31 décembre 2013, le montant de la réserve minimale maintenue par la Banque auprès de la BCL s'élevait à EUR 47.094.128 (2012 : EUR 33.333.994).

Au 31 décembre 2013, les montants de la réserve minimale maintenue par la Banque auprès des Banques Centrales d'Espagne, du Portugal, de Belgique et d'Italie s'élevaient respectivement à EUR 250.148 (2012 : EUR 372.386), à EUR 1.438.836 (2012 : EUR 1.438.775), à EUR 4.268.585 (2012 : EUR 2.644.604) et à EUR 845.143 (2012 : EUR 697.687).

Note 6 - Participations et parts dans des entreprises liées

6.1 Détail des participations et parts dans des entreprises liées

Les participations et parts dans des entreprises liées détenues par la Banque se détaillent comme suit :

Nom	Siège	% de participation	Valeur comptable au 31.12.2013
Participations			EUR
Société de la Bourse de Luxembourg	Luxembourg	0,06 %	20.766
ECH Investments Limited Cayman Islands	Iles Cayman	7,50 %	18.750
Cobehold S.A.	Belgique	1,41 % (*)	9.327.298
		Valeur brute au 31.12.2013	9.366.814
		Provision forfaitaire à déduire	(110.877)
		Valeur nette au 31.12.2013	9.255.937

(*) Le pourcentage tient compte de l'augmentation de capital effectuée par la société Cobehold S.A. au cours de l'exercice 2013. Le capital souscrit suite à cette augmentation n'a été libéré qu'à moitié.

Nom	Siège	% de participation	Valeur comptable nette au 31.12.2013	Fonds propres (*) au 31.12.2013	Fonds propres au 31.12.2013	Résultat au 31.12.2013	Résultat au 31.12.2013
Parts dans des entreprises liées			en EUR	en devise	en EUR	en devise	en EUR
EdR Intl Fd Bermuda (***)	Bermudes	14,75 %	42.779	4.273.360	3.098.485	634.805	460.278
LCF Edmond de Rothschild Conseil	Luxembourg	99,99 %	46.834	127.989	1127.989	(5.810)	(5.810)
EdR Investment Advisors	Luxembourg	99,92 %	124.900	3.605.304	3.605.304	1.984.338	1.984.338
Priadvisory Holding S.A. (**)	Suisse	100,00 %	1.955.040	8.995.327	7.327.593	5.207.331	4.241.892
Adjutoris Conseil	Luxembourg	99,68 %	30.900	365.350	365.350	260.386	260.386
LCF EdR Nikko Cordial	Japon	50,00 %	202.373	56.646.967	391.442	(1.925.198)	(13.304)
Immobilière Baldauff S.A.	Luxembourg	100,00 %	31.000	26.193	26.193	(4.807)	(4.807)
Iberian Renewable Energies GP S.à.r.l.	Luxembourg	100,00 %	12.500	52.793	52.793	(18.826)	(18.826)
			Valeur nette au 31.12.2013	2.446.326			
			Provision forfaitaire à déduire	(28.958)			
			Valeur nette au 31.12.2013	2.417.368			

(*) Y compris le résultat de l'exercice 2013.

(**) Les comptes de Priadvisory Holding S.A. sont arrêtés au 30 novembre 2013.

(***) Données disponibles au 31 décembre 2012.

6.2 Créances et dettes sur des entreprises liées ou avec lesquelles il existe un lien de participation

Le détail des créances (avant provision forfaitaire) et dettes sur des entreprises liées ou avec lesquelles il existe un lien de participation se présente comme suit :

	Entreprises liées 2013	Entreprises liées 2012	Entreprises avec un lien de participation 2013	Entreprises avec un lien de participation 2012
	EUR	EUR	EUR	EUR
Créances				
- créances sur les établissements de crédit	24.464.823	40.938.568	-	-
- créances sur la clientèle	2.474.735	7.675.777	-	-
Dettes				
- dettes envers les établissements de crédit	128.050.494	113.644.698	-	-
- dettes envers la clientèle	39.545.176	44.676.257	1.441.204	1.560.623

Note 7 - Valeurs mobilières

7.1 Valeurs mobilières cotées et non cotées

Les valeurs mobilières peuvent être présentées comme suit selon qu'elles sont ou non admises à la cote :

7.1.1 Valeurs mobilières cotées

	2013 EUR	2012 EUR
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe		
- émetteurs publics	2.563	5.289
- autres émetteurs	2.054.547	2.088.288
	2.057.110	2.093.577
Actions et autres valeurs mobilières à revenu variable	89.932	93.367

7.1.2 Valeurs mobilières non cotées

	2013 EUR	2012 EUR
Actions et autres valeurs mobilières à revenu variable	4.232.654	3.919.418
Participations	9.255.937	6.365.789
Parts dans des entreprises liées	2.417.368	6.740.922

7.2 Catégories de portefeuille des obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe

Les obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe se répartissent comme suit :

	2013 EUR	2012 EUR
Portefeuille de placement	2.052.736	2.076.831
Portefeuille de négociation	4.374	16.746

Le portefeuille de placement est constitué d'un titre FRN Rothschild Continuation Finance 2015 dont la valeur de marché s'élève à EUR 2.088.202 au 31 décembre 2013.

Note 8 - Actif immobilisé

L'évolution de l'actif immobilisé de la Banque au cours de l'exercice a été la suivante :

	Valeur brute au début de l'exercice	Entrées	Sorties	Ecart de conversion (*)	Valeur brute à la fin de l'exercice	Corrections de valeur cumulées à la fin de l'exercice	Valeur nette à la clôture de l'exercice
	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR
Participations	6.446.275	2.920.539	-	-	9.366.814	-	9.366.814
Parts dans les entreprises liées	7.498.983	31.000	(4.811.001)	(129.519)	2.589.463	(143.137)	2.446.326
Provision forfaitaire à déduire							(139.835)
Actifs incorporels <i>dont</i> : Frais d'établissement	303.200	-	-	-	303.200	(303.200)	-
Actifs corporels <i>dont</i> : Terrains, constructions et aménagements (**)	34.072.332	878.308	(11.061.294)	-	23.889.346	(11.568.294)	12.321.052
Installations techniques et machines	44.762.242	3.211.129	(8.427)	-	47.964.944	(41.371.373)	6.593.571
Autres installations, outillages et mobilier	22.065.075	139.815	(8.227.907)	-	13.976.983	(11.639.759)	2.337.224
Provision forfaitaire à déduire							(251.563)

(*) L'écart de conversion correspond à la différence entre la valeur brute au 1^{er} janvier 2013 et cette valeur brute convertie aux taux de change en vigueur au 31 décembre 2013.

(**) La valeur nette des terrains et constructions utilisés dans le cadre de l'activité propre représente un montant de EUR 8.542.929 au 31 décembre 2013.

Note 9 - Actifs et passifs libellés en devises étrangères

Au 31 décembre 2013, la contrepartie en devise de comptabilisation des actifs et passifs libellés en devises étrangères s'élevait respectivement à EUR 2.095.512.725 (2012 : EUR 1.900.534.231) et EUR 2.099.323.693 (2012 : EUR 1.901.699.255).

Note 10 - Autres actifs

Au 31 décembre 2013, ce poste était principalement constitué de valeurs à recevoir à court terme.

Note 11 - Autres passifs

Au 31 décembre 2013, ce poste était principalement constitué de dettes pour charges sociales, de retenues à la source à payer et de TVA à payer (EUR 15.233.984).

Note 12 - Autres provisions

Les autres provisions se détaillent comme suit :

	2013 EUR	2012 EUR
Provisions pour salaires et primes à payer	28.699.072	23.791.114
Provisions pour risques liés aux activités de gestion et d'administration des OPC	8.623.600	7.721.000
Provisions pour risques spécifiques et gestion opérationnelle	4.405.574	6.470.714
Provision AGDL	7.008.789	6.742.872
Provision forfaitaire sur postes du hors bilan (voir note 2.8)	445.990	521.737
	49.183.025	45.247.437

Note 13 - Postes spéciaux avec une quote-part de réserves

La plus-value constituée en vertu des articles 53, 54 et 54bis de la loi concernant l'impôt sur le revenu correspond à la plus-value réalisée en 2002 sur la vente des titres de LCF Rothschild PriFund Conseil S.A..

Note 14 - Capital social

Le capital social s'élève à EUR 31.500.000 et est représenté par 15.001 actions entièrement libérées, sans désignation de valeur nominale.

Note 15 - Réserve légale

Conformément à la loi luxembourgeoise, la Banque doit annuellement affecter à la réserve légale un montant équivalent à 5 % du bénéfice net de l'exercice jusqu'à ce que cette réserve atteigne 10 % du capital souscrit, plafond qui a été atteint en 2003. La distribution de la réserve légale n'est pas permise. La réserve légale est entièrement constituée.

Note 16 - Autres réserves

En accord avec la législation fiscale en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2002, la Banque a réduit sa charge d'impôt sur la Fortune (IF) dans la limite de la charge d'impôt sur le Revenu des Collectivités (IRC) de l'année avant imputation des crédits d'impôts. Afin de se conformer à la législation, la Banque a décidé d'affecter à un poste de réserves indisponibles, un montant correspondant à cinq fois le montant de l'IF réduit. La période d'indisponibilité de cette réserve est de cinq années à compter de l'année suivant celle de l'imputation de l'IF.

Note 17 - Variation des capitaux propres

La variation des capitaux propres s'analyse comme suit :

	Capital souscrit	Réserve légale	Autres réserves	Résultats reportés	Résultat de l'exercice	Total
	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR
Situation au 31 décembre 2012	31.500.000	3.150.000	123.722.894	18.000.000	33.927.430	210.300.324
Attribution aux autres réserves	-	-	20.756.205	-	(20.756.205)	-
Dividendes distribués	-	-	-	-	(25.396.693)	(25.396.693)
Attribution aux résultats reportés	-	-	-	(12.225.468)	12.225.468	-
Résultat au 31 décembre 2013	-	-	-	-	27.118.905	27.118.905
Situation au 31 décembre 2013	31.500.000	3.150.000	144.479.099	5.774.532	27.118.905	212.022.536

L'Assemblée Générale ordinaire des actionnaires du 23 avril 2013 a décidé la distribution d'un dividende de EUR 25.396.693.

Note 18 - Passifs éventuels

Aux 31 décembre 2013 et 2012, la Banque était engagée dans les opérations de hors bilan suivantes :

	2013 EUR	2012 EUR
Garanties et autres substituts directs de crédit	73.312.207	70.985.613

Note 19 - Engagements hors bilan

Aux 31 décembre 2013 et 2012, la Banque était engagée dans le type d'opérations suivantes :

	2013 EUR	2012 EUR
Crédits confirmés non utilisés	458.972.053	428.848.997

Note 20 - Opérations à terme non dénouées

Aux 31 décembre 2013 et 2012, la Banque était engagée dans les opérations de hors bilan suivantes :

	2013 EUR	2012 EUR
Opérations liées aux taux de change - opérations de change à terme	13.454.963.868	12.268.098.177

Ces opérations sont conclues uniquement pour des besoins de couverture d'opérations passées pour le compte de la clientèle de la Banque.

Note 21 - Système de garantie mutuelle des dépôts et d'indemnisation des investisseurs

Tous les établissements de crédit au Luxembourg sont membres de l'association sans but lucratif « Association pour la Garantie des Dépôts, Luxembourg » (AGDL).

L'objet exclusif de l'AGDL est l'établissement d'un système de garantie mutuelle des dépôts en argent et des créances résultant d'opérations d'investissement effectués par des personnes physiques auprès de membres de l'AGDL, sans distinction de nationalité ou de résidence, par des sociétés relevant du droit luxembourgeois ou du droit d'un autre Etat membre de l'Union Européenne, d'une dimension telle qu'elles sont autorisées à établir un bilan abrégé conformément à la loi, ainsi que par des sociétés de dimension comparable relevant du droit d'un autre Etat membre de l'Union Européenne.

L'AGDL rembourse au déposant le montant de ses dépôts en argent garantis et à l'investisseur le montant de sa créance garantie avec un maximum fixé à la contre-valeur en toutes monnaies de EUR 100.000 par dépôt en argent garanti et de EUR 20.000 par créance garantie résultant d'opérations d'investissement autre que celles portant sur un dépôt en argent.

Au cours de l'exercice 2013, la Banque a doté cette provision pour un montant de EUR 265.917 dont EUR 13.917 correspondant aux remboursements reçus au courant de l'année et comptabilisés dans le poste « Autres produits d'exploitation » du compte de résultat.

La Banque ne considère pas les montants payés à l'AGDL lors d'exercices antérieurs comme recouvrables au 31 décembre 2013 et par conséquent aucune créance n'a été enregistrée à cet égard.

Note 22 - Services de gestion et de représentation

La Banque fournit à des tiers des services de gestion et de représentation dans les domaines suivants :

- Gestion et conseil en gestion de patrimoine ;
- Conservation et administration de valeurs mobilières pour des fonds et des institutionnels ;
- Représentation fiduciaire ;
- Fonction d'agent.

Note 23 - Autres produits d'exploitation

Ce poste est constitué principalement de reprises de provisions sur exercices antérieurs, du résultat sur la vente des parts de la Banque dans l'entreprise liée « Immobilière du 3 Joseph II » ainsi que de retour de mutualité.

Note 24 - Autres charges d'exploitation

Ce poste est constitué principalement de dotations de provisions pour litiges, de charges pour des gestes commerciaux et pertes opérationnelles survenues au cours de l'exercice 2013.

Il est également constitué de dotations à des provisions pour des risques encourus par la Banque dans le cadre de ses activités de conservation et d'administration de valeurs mobilières et de services aux organismes de placement collectif ainsi que d'une dotation à la provision AGDL.

Note 25 - Corrections de valeur sur créances et provisions pour passifs éventuels et pour engagements

Le solde de ce poste est composé principalement d'intérêts réservés.

Note 26 - Reprises de corrections de valeur sur créances et sur provisions pour passifs éventuels et pour engagements

Le solde de ce poste est composé principalement de reprises de provisions sur une créance douteuse pour un montant de EUR 3.071.824 et de la dissolution d'une partie de la provision forfaitaire pour EUR 1.616.406.

Note 27 - Personnel employé au cours de l'exercice

Le nombre des membres du personnel de la Banque, employés en moyenne au cours des exercices 2012 et 2013, s'est élevé à :

	2013 Nombre de personnes	2012 Nombre de personnes
Direction	70	75
Cadres	152	155
Employés	565	573
	787	803

Note 28 - Rémunérations accordées aux membres des organes dirigeants

Elles peuvent se résumer comme suit au 31 décembre 2013 :

	Rémunérations 2013 EUR	Rémunérations 2012 EUR
Administrateurs	425.000	756.233
Direction	12.857.981	17.514.907
	13.282.981	18.271.140

Note 29 - Crédits et avances accordés aux membres des organes dirigeants

Ils peuvent se résumer comme suit au 31 décembre 2013 :

	2013 EUR	2012 EUR
Crédits	1.560.000	1.560.000
Garanties bancaires	196.500	396.500
	1.756.500	1.956.500

Note 30 - Pension

Avec effet au 1^{er} janvier 1986, la Banque a instauré en faveur de l'ensemble de son personnel un régime complémentaire de pension à contributions définies. Ce régime a été modifié afin de le rendre conforme à la loi du 8 juin 1999 relative aux régimes complémentaires de pension.

Depuis l'exercice 2003, le fonds de pension du personnel est transféré à une société d'assurances externe agréée au Grand-Duché du Luxembourg.

Note 31 - Produits exceptionnels

Le solde de ce poste est composé des plus-values sur les ventes d'immeubles.

Note 32 - Honoraires du réviseur d'entreprises

Les honoraires du réviseur d'entreprises de la Banque pour l'année 2013 se présentent comme suit :

	2013 EUR	2012 EUR
Contrôle légal des comptes annuels	441.185	439.495
Autres services d'assurance	128.916	198.412
Services fiscaux	152.835	247.883
Autres	233.945	187.233
	956.881	1.073.023

Note 33 - Informations relatives aux sociétés consolidées

Les comptes annuels de la Banque sont inclus dans les comptes consolidés de Banque Privée Edmond de Rothschild S.A., Genève, qui constitue l'ensemble le plus petit et le plus grand d'entreprises dont la Banque fait partie en tant que filiale, et dont les comptes consolidés sont disponibles au siège de Banque Privée Edmond de Rothschild S.A., Genève - 18, rue de Hesse - Genève.

Adresses

Banque Privée Edmond de Rothschild Europe

Siège

Luxembourg
Banque Privée Edmond de Rothschild Europe
20, boulevard Emmanuel Servais
L-2535 Luxembourg
Tél. : (+352) 24 88 1
Fax : (+352) 24 88 82 22
www.edmond-de-rothschild.eu

Filiales

Luxembourg
Adjutoris Conseil
18, boulevard Emmanuel Servais
L-2535 Luxembourg
Tél. : (+352) 26 26 23 92
Fax : (+352) 26 26 23 94

Edmond de Rothschild Investment Advisors
(EdRIA)
16, boulevard Emmanuel Servais
L-2535 Luxembourg
Tél. : (+352) 24 88 27 32
Fax : (+352) 24 88 84 02

A l'étranger

Succursales

Belgique
Siège de Bruxelles
Banque Privée Edmond de Rothschild Europe
Avenue Louise 480 Bte 16A
1050 Bruxelles
Tél. : (+32) 2 645 57 57
Fax : (+32) 2 645 57 20
www.edmond-de-rothschild.be

Agence d'Anvers
Banque Privée Edmond de Rothschild Europe
Frankrijklei 103
2000 Antwerpen
Tél. : (+32) 3 212 21 11
Fax : (+32) 3 212 21 22
www.edmond-de-rothschild.be

Agence de Liège
Banque Privée Edmond de Rothschild Europe
Quai de Rome 56
4000 Liège
Tél. : (+32) 4 234 95 95
Fax : (+32) 4 234 95 75
www.edmond-de-rothschild.be

Espagne
Siège de Madrid
Banque Privée Edmond de Rothschild Europe
Paseo de la Castellana 55
28046 Madrid
Tél. : (+34) 91 364 66 00
Fax : (+34) 91 364 66 63
www.edmond-de-rothschild.es

Agence de Barcelone
Banque Privée Edmond de Rothschild Europe
Josep Bertrand 11
08021 Barcelone
Tél. : (+34) 93 362 30 00
Fax : (+34) 93 362 30 50
www.edmond-de-rothschild.es

Portugal
Banque Privée Edmond de Rothschild Europe
Rua D. Pedro V, 130
1250-095 Lisbonne
Tél. : (+351) 21 045 46 60
Fax : (+351) 21 045 46 87/88
www.edmond-de-rothschild.pt

A l'étranger

Bureau de représentation

Israël
Banque Privée Edmond de Rothschild Europe
46, boulevard Rothschild
66883 Tel-Aviv
Tél. : (+972) 356 69 818
Fax : (+972) 356 69 821

Société en joint-venture

Japon
Edmond de Rothschild Nikko Cordial Co., Ltd
1-12-1, Yurakucho, Chiyoda-ku
Tokyo # 100-0006
Tél. : (+81) 3 3283-3535
Fax : (+81) 3 3283-1611

Banque Privée Edmond de Rothschild S.A.

Siège

Genève
Banque Privée Edmond de Rothschild S.A.
18, rue de Hesse
1204 Genève
Tél. : (+41) 58 818 91 11
Fax : (+41) 58 818 91 21
www.edmond-de-rothschild.ch

Succursales

Fribourg
Banque Privée Edmond de Rothschild S.A.
11, rue de Morat - CP 144
1701 Fribourg
Tél. : (+41) 26 347 24 24
Fax : (+41) 26 347 24 20
www.edmond-de-rothschild.ch

Lausanne
Banque Privée Edmond de Rothschild S.A.
2, avenue Agassiz
1003 Lausanne
Tél. : (+41) 21 318 88 88
Fax : (+41) 21 323 29 22
www.edmond-de-rothschild.ch

Filiales

Fribourg
Rouiller, Zurkinden & Cie Finance S.A.
11, rue de Morat - CP 1296
1701 Fribourg
Tél. : (+41) 26 347 26 00
Fax : (+41) 26 347 26 15

Lugano
Banca Privata Edmond de Rothschild Lugano S.A.
Via Ginevra 2 - CP 5882
6901 Lugano
Tél. : (+41) 91 913 45 00
Fax : (+41) 91 913 45 01
www.edr-privata.ch

A l'étranger

Succursale

Chine

Banque Privée Edmond de Rothschild S.A.
Hong Kong Branch
Suite 5001, 50th floor, One Exchange Square
8 Connaught Place
Central – Hong Kong
Tél. : (+852) 37 65 06 00
Fax : (+852) 28 77 21 85
www.edmond-de-rothschild.hk

Filiales

Bahamas

Banque Privée Edmond de Rothschild Ltd.
Lyford Financial Centre - Lyford Cay no. 2
West Bay Street
P.O. Box SP-63948
Nassau
Tél. : (+1) 242 702 80 00
Fax : (+1) 242 702 80 08
www.edmond-de-rothschild.bs

Channel Islands

Edmond de Rothschild Holdings (C.I.) Limited
- Edmond de Rothschild (C.I.) Limited
- Edmond de Rothschild Asset Management
(C.I.) Limited
Hirzel Court Suite D
St. Peter Port – Guernsey GY1 2NH
Tél. : (+44) 1481 716 336
Fax : (+44) 1481 714 416
www.edmond-de-rothschild.gg

Chine

Privaco Family Office (HK) Limited
Suite 5004, 50th floor, One Exchange Square
8 Connaught Place
Central – Hong Kong
Tél. : (+852) 3125 16 00
Fax : (+852) 2869 16 18

Luxembourg

Banque Privée Edmond de Rothschild Europe
(Détails page 62)

Monaco

Banque de Gestion Edmond de Rothschild -
Monaco
Les Terrasses
2, avenue de Monte-Carlo - BP 317
98006 Monaco Cedex
Tél. : (+377) 93 10 47 47
Fax : (+377) 93 25 75 57
www.edmond-de-rothschild.mc

Edmond de Rothschild Conseil et Courtage
d'Assurance - Monaco
(Filiale de Banque de Gestion Edmond de
Rothschild - Monaco)
Les Terrasses
2, avenue de Monte-Carlo
98000 Monaco
Tél. : (+377) 97 98 28 00
Fax : (+377) 97 98 28 01

Edmond de Rothschild Gestion - Monaco
(Filiale de Banque de Gestion Edmond de
Rothschild - Monaco)
Les Terrasses
2, avenue de Monte-Carlo
98000 Monaco
Tél. : (+377) 97 98 22 14
Fax : (+377) 97 98 22 18

Nouvelle-Zélande

Privaco Trust Limited
Level 3, Parnell Road 280
Parnell
Auckland 1052 – New Zealand
Tél. : (+64) 93 07 39 50
Fax : (+64) 93 66 14 82

Royaume-Uni

Edmond de Rothschild (UK) Limited
- Edmond de Rothschild Securities (UK) Limited
- Edmond de Rothschild Capital Holdings Limited
- Edmond de Rothschild Asset Management
Limited
- Edmond de Rothschild Private Merchant
Banking LLP
4, Carlton Gardens
SW1Y 5AA London
Tél. : (+44) 20 7845 5900
Fax : (+44) 20 7845 5901
www.edmond-de-rothschild.co.uk

A l'étranger

Bureaux de représentation

Emirats Arabes Unis
Banque Privée Edmond de Rothschild S.A.
Banking Representative Office
Sunset, office 46, 2nd floor
Jumeirah-3, Jumeirah Road
P.O. Box 214924
Dubai
Tél. : (+9714) 346 53 88
Fax : (+9714) 346 53 89

Uruguay
Representación B.P.
Edmond de Rothschild S.A.
World Trade Center Montevideo
Torre II - Piso 21
Avenida Luis Alberto de Herrera 1248
11300 Montevideo
Tél. : (+598) 2 623 24 00
Fax : (+598) 2 623 24 01

Autres sociétés du groupe Edmond de Rothschild

La Compagnie Financière Edmond de Rothschild

Siège

France
La Compagnie Financière
Edmond de Rothschild Banque
47, rue du Faubourg Saint-Honoré
75401 Paris cedex 08
Tél. : (+33) 1 40 17 25 25
Fax : (+33) 1 40 17 24 02
www.edmond-de-rothschild.fr

Bureaux de représentation

Bordeaux
La Compagnie Financière
Edmond de Rothschild Banque
Hôtel de Saige
23, cours du Chapeau Rouge
33000 Bordeaux
Tél. : (+33) 5 56 44 20 66
Fax : (+33) 5 56 51 66 03
www.edmond-de-rothschild.fr

Lille
La Compagnie Financière
Edmond de Rothschild Banque
116, rue de Jemmapes
59800 Lille
Tél. : (+33) 3 62 53 75 00
Fax : (+33) 3 28 04 96 20
www.edmond-de-rothschild.fr

Lyon
La Compagnie Financière
Edmond de Rothschild Banque
55, avenue Foch
69006 Lyon
Tél. : (+33) 4 72 82 35 25
Fax : (+33) 4 78 93 59 56
www.edmond-de-rothschild.fr

Marseille
La Compagnie Financière
Edmond de Rothschild Banque
165, avenue du Prado
13272 Marseille
Tél. : (+33) 4 91 29 90 80
Fax : (+33) 4 91 29 90 85
www.edmond-de-rothschild.fr

Nantes
La Compagnie Financière
Edmond de Rothschild Banque
11, rue Lafayette
44000 Nantes
Tél. : (+33) 2 53 59 10 00
Fax : (+33) 2 53 59 10 09
www.edmond-de-rothschild.fr

Strasbourg
La Compagnie Financière
Edmond de Rothschild Banque
6, avenue de la Marseillaise
67000 Strasbourg
Tél. : (+33) 3 68 33 90 00
Fax : (+33) 3 88 35 64 86
www.edmond-de-rothschild.fr

Toulouse
La Compagnie Financière
Edmond de Rothschild Banque
22, rue Croix Baragnon
31000 Toulouse
Tél. : (+33) 5 67 20 49 00
Fax : (+33) 5 61 73 49 04
www.edmond-de-rothschild.fr

Filiales et sous-filiales

Paris

Edmond de Rothschild Asset Management
47, rue du Faubourg Saint-Honoré
75401 Paris cedex 08
Tél. : (+33) 1 40 17 25 25
Fax : (+33) 1 40 17 24 42
www.edram.fr

Edmond de Rothschild Corporate Finance
47, rue du Faubourg Saint-Honoré
75401 Paris cedex 08
Tél. : (+33) 1 40 17 21 11
Fax : (+33) 1 40 17 25 01
www.edrcf.com

Edmond de Rothschild Private Equity Partners
47, rue du Faubourg Saint-Honoré
75401 Paris cedex 08
Tél. : (+33) 1 40 17 25 25
Fax : (+33) 1 40 17 23 91
www.edmond-de-rothschild.fr

Edmond de Rothschild Capital Partners
47, rue du Faubourg Saint-Honoré
75401 Paris cedex 08
Tél. : (+33) 1 40 17 25 25
Fax : (+33) 1 40 17 23 91
www.edrcp.com

Edmond de Rothschild Investment Partners
47, rue du Faubourg Saint-Honoré
75401 Paris cedex 08
Tél. : (+33) 1 40 17 25 25
Fax : (+33) 1 40 17 31 43
www.edrip.fr

Assurances Saint-Honoré Patrimoine
47, rue du Faubourg Saint-Honoré
75401 Paris cedex 08
Tél. : (+33) 1 40 17 22 32
Fax : (+33) 1 40 17 89 40
www.ashp.fr

Edmond de Rothschild Entreprises Patrimoniales
47, rue du Faubourg Saint-Honoré
75401 Paris cedex 08
Tél. : (+33) 1 40 17 31 63
Fax : (+33) 1 40 17 23 93
www.edrep.fr

Lyon

Edmond de Rothschild Entreprises Patrimoniales
55, avenue Foch
69006 Lyon
Tél. : (+33) 4 26 72 95 00
Fax : (+33) 4 37 42 51 91
www.edrep.fr

A l'étranger

Bureau de représentation

Chine

La Compagnie Financière
Edmond de Rothschild Banque
Room 3, 28F China Insurance Building
166 East Lujiazui Road, Pudong New Area
200120 Shanghai
Tél. : (+86) 21 58 76 51 90
Fax : (+86) 21 58 76 71 80
www.edmond-de-rothschild.fr

Filiales, sous-filiales et succursales

Allemagne

Edmond de Rothschild Asset Management
Deutschland
Opernturm
60306 Frankfurt am Main
Tél. : (+49) 69 244 330 200
Fax : (+49) 69 244 330 215
www.edram.fr

Belgique

Edmond de Rothschild Asset Management
Benelux
Avenue Louise, 480
1050 Bruxelles
Tél. : (+32) 2 274 05 50
Fax : (+32) 2 503 56 88
www.edram.fr

Chili

Edmond de Rothschild Asset Management Chile
Apoquindo 4001 oficina 305
Las Condes
Santiago
Tél. : (+56) 2598 99 00
Fax : (+56) 2598 99 01
www.edram.fr

Chine

Edmond de Rothschild Asset Management
Hong Kong Ltd
Suite 4101-04, 41F, Exchange Square Two
8 Connaught Place
Central – Hong Kong
Tél. : (+852) 3926 5199
Fax : (+852) 3926 5008
www.edram.fr

Edmond de Rothschild Asia Ltd
Suite 4101-04, 41F, Exchange Square Two
8 Connaught Place
Central – Hong Kong
Tél. : (+852) 3926 5199
Fax : (+852) 3926 5008
www.edram.fr

Edmond de Rothschild China Ltd
Room 02, 28F China Insurance Building
166 East Lujiazui Road,
Pudong New Area
Shanghai 200120
Tél. : (+86) 21 6086 2503
Fax : (+86) 21 6086 2503

Espagne

Edmond de Rothschild Asset Management
Espagne
Paseo de la Castellana 55
28046 Madrid
Tél. : (+34) 91 781 49 75
Fax : (+34) 91 789 32 29
www.edram.fr

Israël

Edmond de Rothschild Investment Services
Limited
Alrov Tower
46, Rothschild Boulevard
66883 Tel Aviv
Tél. : (+972) 3 713 03 00
Fax : (+972) 3 566 66 89
www.edris.co.il

Italie

La Compagnie Financière
Edmond de Rothschild Banque
Edmond de Rothschild S.G.R. SpA
Palazzo Chiesa
Corso Venezia 36
20121 Milan
Tél. : (+39) 02 76 061 200
Fax : (+39) 02 76 061 222

Autres sociétés du groupe Edmond de Rothschild

La Compagnie Benjamin de Rothschild S.A.

Suisse

La Compagnie
Benjamin de Rothschild S.A.
29, route de Pré-Bois
CP 490
1215 Genève 15
Tél. : (+41) 58 201 75 00
Fax : (+41) 58 201 75 09
www.cbr.edmond-de-rothschild.de

Cogifrance

France

Cogifrance
47, rue du Faubourg Saint-Honoré
75401 Paris cedex 08
Tél. : (+33) 1 40 17 25 25
Fax : (+33) 1 40 17 24 02

